



Rapport d'activité

de l'Institut national des
hautes études de la sécurité
et de la justice

2018



..... CHIFFRES CLÉS



Formations



147 formations proposées



2933 personnes formées



14 043 journées stagiaires
(sessions nationales)



112 344 nombre heure/stagiaire
(sessions nationales)



Diffusion de connaissances



80 articles de fond dans
les 3 revues de l'INHESJ



1 720 personnes ont assisté
aux conférences et colloques



Etudes et recherches

16 publications de l'Observatoire
(notes ou études)

15 publications scientifiques
(articles scientifiques ou de vulgarisation)

10 projets de recherche en cours
dont 2 à dimension internationale,
2 à dimension européenne
et 1 financé par l'Agence nationale
de la recherche



Partenariats

25 partenaires universitaires et scientifiques

52 partenaires institutionnels publics et privés
en France et à l'étranger

..... SOMMAIRE

Avant-propos	2
--------------------	---

Des formations de référence pour la communauté de la sécurité et de la justice

Les trois sessions nationales de formation	6
Des formations émergentes et sur-mesure	11
Les formations à destination d'un public jeune	14
La session internationale Sécurité et Justice	15
La formation des conférenciers en sécurité économique labélisés Euclès	16
L'eFormation.....	17

Des actions d'études et de recherches à destination des décideurs

La dimension recherche au sein des formations	20
Les études et recherches au plan national	22
Les études et recherches au plan international	24
Le soutien à la recherche en sciences humaines et sociales.....	24
Les travaux de l'ONDRP	26

Des actions de diffusion des connaissances et une politique de communication au service de la stratégie de rayonnement

Les relations publiques et la prospective consolidées.....	30
Actions scientifiques, relations publiques.....	34
Les publications.....	37
Les relations internationales.....	40

Un secrétariat général qui évolue pour accompagner une activité croissante

Le secrétariat général renforcé.....	44
Une méthode innovante d'administration de proximité.....	45
Un modèle économique dynamique	47

Les indicateurs

Qualité des formations.....	50
Ressources humaines.....	51
Données budgétaires	52

Organigramme	54
--------------------	----

Partenaires	55
-------------------	----



AVANT-PROPOS



Hélène CAZAUX-CHARLES

Magistrate, Directrice de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice

L'année 2018 constitue la première étape dans la mise en œuvre du projet stratégique 2018-2021 de notre Institut, adopté par son Conseil d'administration, le 29 novembre 2017, après avis de son Comité scientifique et à l'issue d'une réflexion collective engagée dès le mois de janvier 2017.

Le rapport d'activité présenté dans les pages qui suivent est d'abord le bilan d'une équipe, renouvelée dans une large proportion (plus de 53% depuis janvier 2017), qui a su répondre au défi de la cohésion par un engagement enthousiaste et professionnel. C'est ensuite le bilan d'une équipe qui a bénéficié de l'accompagnement bienveillant, exigeant et rigoureux, de son Conseil d'administration comme de son Comité scientifique, ainsi que de la tutelle

avisée du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale. C'est enfin le bilan d'une équipe qui a su agréger autour d'elle un réseau dense, diversifié et actif de partenaires engagés aux côtés de l'Institut, qu'il s'agisse des responsables d'administrations centrales, des cadres dirigeants d'entreprises, des professionnels reconnus issus du secteur public comme du secteur privé, d'autres instituts, d'universités, du CNRS, d'experts de haut niveau, etc.

Renouant avec son ambition originelle, l'INHESJ s'inscrit ainsi dans une démarche d'accompagnement, de diffusion et d'évaluation des politiques publiques, appuyée sur sa mission de formation, elle-même nourrie des études et des recherches développées en son sein ou en partenariat.

L'année 2018 aura permis de consolider la position de notre Institut comme formateur de référence interministériel. Il s'agit là du résultat d'un double mouvement procédant d'une part de la construction d'une expertise partagée entre les secteurs public et privé, et d'autre part de la centralisation, au sein de l'INHESJ, des formations dispensées à l'ensemble des services de l'État, sur les enjeux de la sécurité et de la justice. La vitalité de nos partenariats, le taux de satisfaction et les évaluations de nos auditeurs, l'attractivité croissante de nos formations, le renouvellement de l'inscription au titre 1 du Registre national des certifications professionnelles de la session nationale Protection des entreprises et intelligence économique, l'inscription pour la première fois, à ce même titre, de la session nationale Management stratégique de la crise, témoignent de ce succès, tout autant que l'augmentation de nos recettes propres depuis 2017.

L'année 2018 est aussi celle de la consolidation de notre administration générale. Depuis septembre 2018, une équipe renouvelée et restructurée s'attache à construire les outils de pilotage et de programmation nécessaires à la conduite de notre projet stratégique. La mise en place d'une administration de proximité au sein de l'ensemble des départements, le déploiement d'une politique de ressources humaines fondée sur une exigence de clarté et d'harmonisation du cadre de travail, sont autant d'atouts indispensables à la dynamique en cours.

Le modèle économique, menacé en 2016, est désormais largement viabilisé. Toutefois, et au prix d'un important investissement de ses agents, l'Institut a atteint un équilibre entre la charge de travail qui pèse sur les personnels et le niveau de recettes propres. De cet équilibre délicat dépend la qualité de nos formations et de nos recherches. Il nous faut veiller à préserver le renouvellement constant des connaissances et des formations pour répondre aux évolutions des enjeux régaliens de sécurité et de justice.

L'Institut a pu déployer, dès la première année de mise en œuvre du plan stratégique, une politique de rayonnement structurée. Appuyée sur une nouvelle direction, créée dès 2017 et renforcée depuis lors, cette stratégie de rayonnement s'articule autour d'une politique de communication interne et externe promouvant la variété et l'étendue des activités de l'INHESJ, le développement de relations publiques à dimension tant nationale qu'internationale et une démarche prospective qui doit propulser notre établissement au cœur de sujets émergents. L'INHESJ doit être l'ambassadeur d'un modèle d'accompagnement de l'action publique original et innovant.

La fin de cette année 2018 aura été consacrée à semer les graines d'une activité d'études et de recherche dont nous espérons récolter les fruits en 2019. Il s'agit d'une part de la création d'un réseau de chercheurs, et notamment de « jeunes » chercheurs. Ceci contribuera à l'émergence d'une recherche « junior » en matière de sécurité et de justice. Le succès des deux premières éditions du Prix de la recherche de l'INHESJ, créé en 2017, et auquel sera conféré une nouvelle dimension en 2019, nous y encourage. Il s'agit d'autre part, en partenariat avec le CNRS, mais aussi avec d'autres, comme l'ANSSI, de construire les axes d'une recherche renouvelée, traitant des risques et menaces portés par la décennie qui vient. Cette recherche, pour être singulière et utile aux pouvoirs publics, devra être alimentée par de multiples disciplines et associer la réflexion des professionnels, dans une perspective d'innovation en sciences humaines et sociales.

La création d'un fonds de dotation, approuvé par notre Conseil d'administration, comme les investissements qu'autorise notre fonds de roulement, doivent permettre le plein déploiement de cette ambition.



Hélène CAZAUX-CHARLES
Magistrate, Directrice de l'institut national
des hautes études de la sécurité et de la justice



Des formations de référence
pour la communauté
de la sécurité et de la justice



Les trois sessions nationales
de formation p.5

Des formations émergentes
et sur-mesure p.11

Les formations à destination
d'un public jeune p.14

La session internationale
Sécurité et Justice p.15

La formation des conférenciers en
sécurité économique
labélisés Euclès p.16

L'eFormation p.17



Auditeurs dans les locaux de l'identification criminelle de la Gendarmerie nationale

L'Institut comprend trois départements spécifiques – *Sécurité et justice ; Intelligence et sécurité économiques ; Risques et crises* –, eux-mêmes regroupés au sein d'une Direction de la formation. Cette Direction met en œuvre des sessions nationales qui accueillent un nombre croissant d'auditeurs et représentent l'une des activités essentielles de l'Institut. Les thématiques abordées lors de ces sessions sont réactualisées chaque année sur la base d'une consultation des acteurs de la sécurité et de la justice, des analyses et retours d'expérience des anciens auditeurs. En 2018, l'Institut a ouvert une nouvelle session nationale intitulée *Souveraineté numérique et cybersécurité*, en coopération avec l'IHEDN. Ces quatre sessions accueillent 210 auditeurs (73% d'hommes et 27% de femmes) dont la plupart est âgée de 39 à 49 ans. Une majorité d'auditeurs est issue du secteur public (53%), 39% proviennent du privé, 5% de la presse et 3% sont des parlementaires. Huit auditeurs sont de nationalité étrangère.

S'ajoute à ces sessions un ensemble de formations sur des thèmes spécifiques et d'intérêt stratégique émergent, conçues pour des publics ciblés : formations à la gestion de crises, à la veille et à la sécurité économique, à destination du monde de l'entreprise, du public, des élus, des jeunes, etc. Cet ensemble représente une diversité d'activités qui ne connaît pas d'équivalent sur le plan national et qui s'est encore enrichi en 2018 avec l'ouverture d'une formation à destination des officiers de sécurité.

Les trois sessions nationales de formation

La session nationale *Sécurité et justice*

Un programme et un public qui favorisent la culture du débat

Expression de la volonté de l'INHESJ de favoriser le croisement des cultures et des approches, la session nationale *Sécurité et justice* regroupe tous les ans une centaine d'auditeurs d'horizons professionnels divers, issus du secteur public comme du secteur privé : élus nationaux et locaux, membres du corps préfectoral, administrateurs civils, magistrats, responsables de la protection judiciaire de la jeunesse et de l'administration pénitentiaire, commissaires divisionnaires, colonels de gendarmerie, officiers supérieurs des armées, avocats, journalistes, cadres supérieurs de l'entreprise, représentants du monde associatif, etc. Chaque promotion compte par ailleurs une dizaine d'auditeurs étrangers présentant des profils analogues.

La session nationale se déroule sur 10 mois, de septembre à juin, à raison d'un séminaire mensuel de quatre jours en moyenne, soit 40 jours de formation (280 heures). Les séminaires sont construits sur la base de conférences et de tables rondes et incluent des visites de sites sensibles ou d'unités spécialisées telles que le RAID, le GIGN, les BRI, des stages auprès des directions opérationnelles de la police et de la gendarmerie nationales ou de la direction générale des Douanes, des sapeurs-pompiers, des tribunaux et des établissements pénitentiaires.

Cette formation, dont la dimension interministérielle a été réaffirmée dans le projet stratégique 2018-2021 de l'Institut, a conduit à la création d'un comité de programmation réunissant chaque année les secrétariats généraux et les directions générales des deux ministères de référence de l'INHESJ : les ministères de l'Intérieur et de la Justice. La Direction générale des douanes et des droits indirects sera désormais intégrée à ce comité de programmation.

Une formation en constante évolution répondant aux enjeux contemporains

Cette formation se décline en séminaires, pensés, construits et animés par des binômes de professionnels issus des métiers de la justice et de la sécurité.

Les séminaires thématiques de la 29^e session nationale 2017-2018 ont été consacrés au terrorisme et à la radicalisation, au renseignement, aux enjeux migratoires et aux flux criminels. Parmi les temps forts de la session, on compte la venue du directeur général de la sécurité intérieure, Laurent Nunez, du procureur de la République de Paris, François Molins, de son homologue belge, Frédéric Van Leeuw, ou encore du représentant français à Eurojust, Frédéric Baab.

La 30^e session nationale 2018-2019, a été marquée par l'intervention du Premier ministre, Édouard Philippe, et celle de Claire Landais, Secrétaire générale de la défense et de la sécurité nationale, le 19 octobre 2018, devant les sessions réunies de l'INHESJ et de l'IHEDN. Cette session a par ailleurs traité, en septembre, du concept d'autorité autour d'une diversité de praticiens :

historiens, psychanalystes, philosophes, etc. Elle a également abordé la question de la minorité en novembre et du continuum de sécurité en décembre, avec la présentation par les députés Jean-Michel Fauvergue et Alice Thourot de leur rapport intitulé : « D'un continuum de sécurité vers une sécurité globale ».

Une formation qui intègre une approche opérationnelle

Parallèlement au renforcement conceptuel de la formation, le caractère opérationnel des enseignements a été pérennisé. Des visites de sites sont ainsi organisées en lien avec les thèmes abordés au cours de la session.

Ainsi, en 2017-2018, la visite au RAID a fait écho au séminaire sur le terrorisme, celle d'un Centre éducatif fermé (CEF) à la question de la minorité, les visites de centres de détention au séminaire sur l'autorité. Les auditeurs se sont rendus à Calais, ont visité la centrale nucléaire de Dampierre, le site d'Airbus à Elancourt ou ont bénéficié d'une matinée sur site avec les responsables de la sécurité de la Banque de France. Des études de cas ont également été organisées lors de grands événements au Parc des Princes, à l'AccorHotels Arena et à Roland-Garros.

Depuis septembre 2018, la 30^e session a effectué plusieurs visites de sites : le Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) de Seine-Saint-Denis, un lycée du réseau d'éducation prioritaire de Saint-Denis, l'unité hospitalière de la maison d'arrêt de Fresnes à Villejuif.

Une session nationale vecteur de diffusion des connaissances scientifiques

Outre l'apport du comité de programmation, le programme pédagogique de la session nationale 2018-2019 a été construit avec le Comité scientifique de l'Institut, complété par la veille de ses chercheurs et personnels, et enrichi des compétences d'universitaires et de chercheurs de haut niveau.

Les auditeurs participent à des travaux de groupes sur des sujets proposés par les directions générales des ministères partenaires de l'Institut

ou des représentants du secteur privé. Ces 10 groupes de travail (GDS pour « groupe de diagnostic et de stratégies ») présentent en fin de session des rapports, assortis de recommandations, transmis aux services opérationnels après une évaluation par la direction de l'Institut.

Une formation attachée à l'ancrage européen

Le choix de l'Europe pour les voyages d'étude de la session *Sécurité et justice* permet de sensibiliser les auditeurs à l'importance de la construction européenne et de son fonctionnement. Chaque année, les auditeurs sont ainsi immergés durant trois jours à Bruxelles et à La Haye pour approfondir leurs connaissances lors de visites d'institutions telles que la Représentation permanente de la France, la Commission européenne, le Parlement européen ou encore Europol et Eurojust. Le voyage d'études de la 29^e session nationale, réalisé en Croatie et en Serbie, a permis d'analyser les spécificités de deux pays dont l'un a rejoint l'Union européenne et l'autre a déposé sa demande d'adhésion.



Présentation aux auditeurs du rapport « D'un continuum de sécurité vers une sécurité globale » par les députés Thourot et Fauvergue



Intitulé des travaux menés dans le cadre de la 30^e session nationale *Sécurité et justice* – 2018-2019

- ✓ Enfants pickpockets du métro, mineurs en errance dans les grandes métropoles, exploitation de la mendicité: entre enfance en danger et délinquance, quelle prise en charge pour les pouvoirs publics ?
- ✓ Le secret de l'enquête et le principe de la présomption d'innocence peuvent-ils encore être garantis dans notre société hyper-médiatisée ?
- ✓ Comment améliorer la prise en charge des délinquants sexuels ?
- ✓ Le contrôle des frontières en Europe: diversité des enjeux et place de la technologie.
- ✓ Comment évaluer la récidive en France pour la mise en œuvre d'une politique publique efficace ?
- ✓ Comment gérer la sortie de prison des condamnés pour terrorisme ?
- ✓ Incivilités et actes de délinquance dans les transports en commun, quelles réponses pour les pouvoirs publics ?
- ✓ La reconnaissance faciale entre exigence de contrôle et respect de la vie privée.
- ✓ La prévention de la délinquance dans la mise en œuvre de la police de sécurité du quotidien ?
- ✓ Fichiers de police et fichiers judiciaires, quelles modalités de gestion pour préserver l'efficacité opérationnelle dans le respect des intérêts privés des justiciables ?

La session nationale Protection des entreprises et intelligence économique

La promotion des concepts de sécurité- sûreté et d'intelligence économique

Pour faire face à la multiplication et à la diversification des risques et des malveillances, les entreprises doivent mettre en place une culture de sécurité-sûreté et d'intelligence économique. Le département *Intelligence et sécurité économiques* de l'Institut agit pour cela dans trois domaines :

- ✓ le développement d'une vision globale de la sécurité-sûreté : seule une réflexion décloisonnée permet de développer des dispositifs de protection adaptés et efficaces ;
- ✓ une approche intégrée de la maîtrise des risques et des menaces : la sécurité-sûreté doit être un atout de compétitivité et s'intégrer dans la stratégie globale de l'entreprise ;
- ✓ les synergies entre les acteurs publics et privés : il faut tendre vers une vision partagée, conciliant la logique libérale de la mondialisation et la protection des intérêts nationaux.

Une formation de référence au management de la sûreté et de l'intelligence économique dans les organisations

L'Institut est l'opérateur public de référence en matière de formation de haut niveau en intelligence et sécurité économiques. Il propose une offre étendue de formations allant d'une session nationale diplômante de titre RNCP niveau 1 (équivalent BAC+5), à des cycles d'expertise et de certification reconnus des administrations et entreprises, tel que le cycle d'expertise certifié « Security manager ». Chaque année, plus de 150 auditeurs viennent acquérir les connaissances et savoir-faire leur permettant de protéger leurs organisations.

Une approche intégrée des risques et des menaces

Le caractère global et pluridisciplinaire de la formation constitue une spécificité qui assure son succès auprès du public. En effet, la formation concentre dans son programme : la veille, la mise en place d'un dispositif de protection globale, la cybersécurité, la protection à l'international, le management de crise et les stratégies d'influence.



Formation au profit des référents en intelligence économique
de la Gendarmerie nationale

Croisement et synergie des expertises des acteurs publics et privés

Composée de plus de deux-tiers d'auditeurs du secteur privé (responsables et/ou directeurs sécurité-sûreté, intelligence économique, crise, conformité, RSSI, chefs d'entreprise, avocats, journalistes, etc.), la session nationale *Protection des entreprises et Intelligence économique* compte aussi des auditeurs issus de la sphère publique dont ceux en charge des problématiques de sécurité économique tels que les Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), Service central du renseignement territorial (SCRT), Service de l'information stratégique et de la sécurité économiques (SISSE), Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), Direction générale de la police nationale (DGPN), responsables de l'intelligence économique au sein des ministères, etc.

La mixité public/privé se retrouve également dans la diversité des intervenants et formateurs de la session, composée à la fois de hauts fonctionnaires, de grands décideurs de la vie économique et de la société civile et d'universitaires spécialisés.

Enfin, les groupes de travail de la session fonctionnent comme des lieux d'échanges public/privé : veille sur un sujet, collecte d'informations, analyses de problématiques et enjeux, diagnostics au sein de six PME de la région parisienne, etc. Ce dernier travail au service des PME permet par ailleurs de les sensibiliser aux questions de sécurité et d'intelligence économique.

La session nationale *Management stratégique de la crise*

Les entités publiques et privées montrent un intérêt croissant aux enjeux de gestion de crises. Pour cette raison, l'Institut organise depuis 2013 une session nationale consacrée au management stratégique de la crise. Cette formation s'appuie sur une veille scientifique dans ce domaine, afin d'en actualiser en permanence les enseignements. Cette session a été inscrite pour la première fois en 2018 au Registre national des compétences professionnelles (RNCP) et permet aux auditeurs de valider un titre 1 (BAC +5).

La session nationale *Management stratégique de la crise* regroupe une vingtaine d'auditeurs publics/privés à l'occasion de séminaires mensuels (plus de 250 heures de formation sur une année). Elle promeut un partage d'expériences dans un contexte d'apprentissage alternant apports théoriques et pratiques.

La 5^e session nationale 2017-2018 comptait 20 auditeurs dont quatre issus de pays étrangers partenaires. L'accent a été mis sur les exercices de crises, portés au nombre de quatre, afin de mettre en pratique les concepts étudiés dans le cadre des enseignements théoriques.

La 6^e session nationale 2018-2019 a connu un vif succès puisque le nombre de candidatures reçues a augmenté de 100% par rapport à la précédente; les candidatures restant de très haut niveau. Elle se place ainsi dans les premiers rangs des formations spécialisées en gestion



Formation sur le plateau de crise de l'Institut au profit de l'École nationale de la magistrature

de crises. Les 26 auditeurs retenus en 2018 proviennent d'organismes publics et privés (respectivement 18 et 8, dont pour ces derniers *risk manager*, responsables sûreté-sécurité de grands groupes, chefs d'entreprises). Quatre auditeurs sont de nationalités étrangères. Cette session se distingue également par une représentation quasi paritaire hommes-femmes dans un contexte professionnel habituellement fortement masculinisé. Cette année, les séminaires mettent l'accent sur la méthode de création de scénarios de crises. Les auditeurs pourront ainsi en créer au sein de leurs propres organisations. L'Institut contribue de la sorte à sa mission de diffusion d'une culture de gestion de crises.

L'ensemble des actions menées dans ce cadre fait de l'Institut – et de son département *Risques et crises* – une référence en matière de doctrine de gestion de crises.

Des formations émergentes et sur-mesure

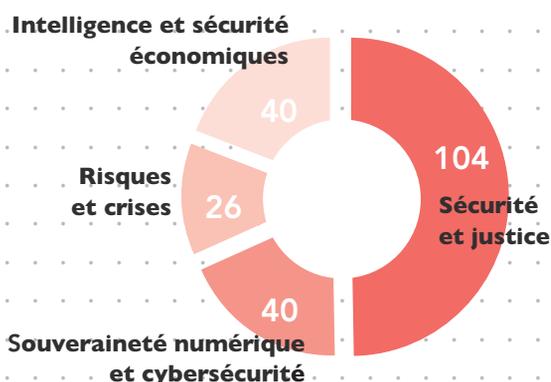
Création d'une nouvelle session nationale conjointe avec l'IHEDN : *Souveraineté numérique et cybersécurité*

En 2018, l'INHESJ a créé sa quatrième session nationale *Souveraineté numérique et cybersécurité*, conjointement avec l'IHEDN. Elle a été inaugurée le 4 octobre par le Secrétaire d'État chargé du numérique, monsieur Mounir Mahjoubi. Elle répond à l'émergence d'enjeux nouveaux: défense et sécurité informatique, espionnage scientifique, économique et commercial, cybercriminalité, sabotage des services de l'État ou des entreprises qui constituent désormais pour notre pays des enjeux majeurs. Elle s'adresse à un public de haut niveau, issu des directions de grandes entreprises et des administrations centrales. Elle vise à diffuser un très haut niveau de connaissances communes en matière de cybersécurité et une approche commune des enjeux de souveraineté qui pèsent désormais sur notre territoire.

Au delà des deux Instituts qui la co-dirigent, cette formation inédite associe étroitement à son travail des partenaires de premier ordre, notamment l'ANSSI et le SGDSN.

Cette première session accueille 40 auditeurs venant à part égale du secteur public et du secteur privé ainsi que plusieurs élus de la République.

Nombre d'auditeurs des sessions nationales



Ouverture de la session nationale *Souveraineté numérique et cybersécurité* par le secrétaire d'État chargé du numérique

Création de formations dédiées à la « veille »

Instrument de prospection et d'aide à la décision, la veille constitue l'un des trois piliers stratégiques de l'intelligence économique, avec la sûreté et l'influence. De ce fait, l'Institut a développé depuis 2017 des modules de formation à la veille: 5 sessions ont été organisées en 2018 et 54 stagiaires formés. Cette même année, un cycle d'approfondissement a été ouvert pour les auditeurs ayant suivi l'une des sessions initiales.

L'Institut : organisme de référence pour la formation des services de l'État en intelligence et sécurité économiques

En 2018, comme il le fait depuis plus d'une dizaine d'années, l'Institut a formé les **référénts intelligence économique de la Gendarmerie nationale**. Ils ont ensuite été affectés auprès des commandants de région ou de groupement de la Gendarmerie nationale et intégrés dans le dispositif d'intelligence territoriale piloté par les préfets de région. Cette formation participe de la mise en œuvre de la politique publique de sécurité économique. Fort de cette expérience, à l'automne 2018, l'INHESJ a répondu favorablement au **Service central du renseignement territorial (SCRT)** pour former ses **référénts en intelligence économique**.

En décembre 2018, l'Institut a inauguré un nouveau cycle de formation intitulé : *De la veille à l'analyse en sources ouvertes* au profit des **analystes de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI)**. Cette création s'inscrit dans le partenariat conclu entre l'Institut et cette direction générale. Ceci atteste des liens de confiance instaurés entre elle et l'Institut.

D'autres collaborations avec le service du haut fonctionnaire à la défense (SHFD) du ministère de l'intérieur **concernant le réseau de sous-préfets référents départementaux**, le Service de l'Information Stratégique et de la Sécurité Economiques (pour former leurs délégués), l'académie du renseignement, l'école de guerre..., sont à l'étude.

L'Institut : organisme de référence pour la formation des services de l'État à la gestion de crises

L'Institut dispose d'un plateau de gestion de crises sophistiqué permettant de placer les auditeurs en situation très réaliste. Il forme les nouveaux préfets et l'ensemble des agents impliqués dans l'animation des dispositifs de crise à l'échelle départementale (chaîne de commandement territoriale) et, au travers du partenariat conclu avec l'École nationale d'administration (ENA), les futurs hauts responsables des organisations publiques. À ce titre, en 2018, le département Risques et crises de l'Institut a réalisé des formations pour le compte des ministères suivants :

- Services du Premier ministre ;
- Intérieur ;
- Justice ;
- Transition Écologique et Solidaire ;
- Éducation Nationale ;
- Europe et Affaires Étrangères ;
- Armées ;
- Santé ;
- Culture.

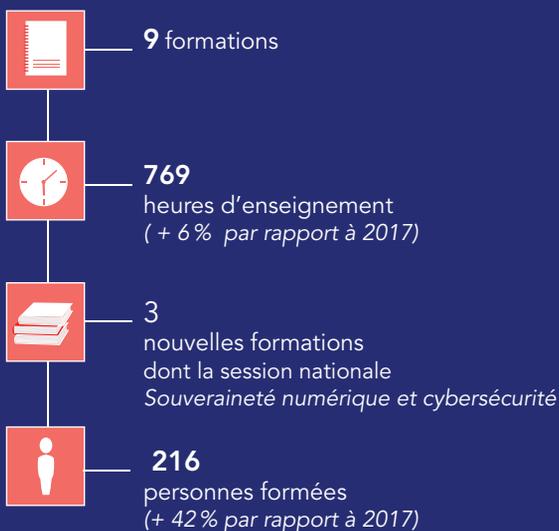
Les scénarii mis en œuvre à chacune de ces occasions ont permis de consolider la place de l'Institut dans le dispositif global de formation à la gestion de crises au niveau national.



95%

des auditeurs et stagiaires sont satisfaits des formations reçues.

Le Département Intelligence et sécurité économiques



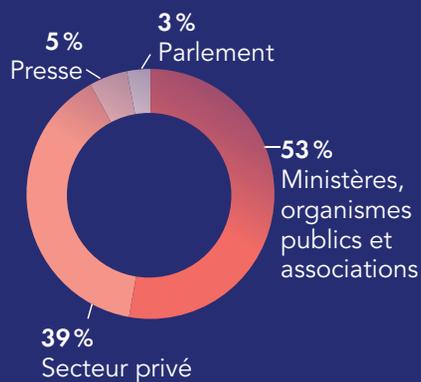
Le Département Risques et crises



Le Département Sécurité et justice



Provenance des auditeurs



La préparation au tour extérieur des administrateurs civils (TEAC)

En 2018, le ministère de l'Intérieur a sollicité l'Institut pour la formation des 63 candidats au tour extérieur des administrateurs civils (TEAC). Lors de cette formation développée par l'INHESJ, les auditeurs ont bénéficié de l'intervention de ses experts, d'universitaires et de responsables institutionnels de haut niveau, tel que le chef de l'Unité de coordination et de la lutte anti-terroriste (UCLAT). Les thèmes traités sont les suivants : Europe, lutte contre le terrorisme, cybercriminalité, police de sécurité du quotidien et justice prédictive.



Auditeurs de la session régionale « jeunes » en déplacement sur un site de la Gendarmerie nationale à Tourcoing

En outre, l'Institut a initié à la fin de l'année 2018 plusieurs projets de formation à la gestion de crises qui doivent aboutir en 2019 : accompagnement de la RATP dans sa démarche de professionnalisation des équipes de crise ; positionnement auprès de grandes entreprises à l'exemple d'Orange ; proposition de formations à l'école HEC, aux universités Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Nice Antipolis (Master 2 en droit bancaire et financier).

Ouverture d'une formation aux officiers de sécurité

Les administrations et entreprises françaises comptent près de 4 000 officiers de sécurité. Ils sont un maillon essentiel de la préservation du secret de la défense nationale. Cette communauté doit pouvoir bénéficier d'une formation initiale et continue de qualité. Élaborée en partenariat avec le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), l'Institut a ouvert en 2018 une nouvelle formation à leur attention. Elle participe à une meilleure protection du secret de la défense

nationale (délimitation du secret, gestion des informations et supports classifiés, sécurité des biens et des personnes, dimension pénale du secret de la défense nationale). Au cours de cette première année, 144 officiers de sécurité ont été formés dont 66 issus d'entreprises privées.

Les formations à destination d'un public jeune

Le travail de constitution d'une culture commune des acteurs de la sécurité et de la justice ne peut faire l'économie d'une action en direction de la jeunesse car celle-ci constitue un vivier de compétences et de talents. L'Institut dispense à cet effet des formations à destination des jeunes actifs de moins de 35 ans et des étudiants. En 2018, ces formations ont été développées sous la forme de quatre sessions d'une durée de cinq jours chacune, alternant conférences, visites de sites et travaux de groupe. 155 jeunes ont été formés (36 jeunes actifs, 119 étudiants).



2733

auditeurs
Sessions spécialisés

Les sessions régionales Sécurité et justice à destination des jeunes actifs

Ces formations à destination des futurs cadres de la sécurité s'appuient sur le réseau des écoles du service public (RESP), présentes partout en France (39 écoles).

La première session 2018 s'est déroulée à Rennes, du 5 au 9 mars, à l'École des hautes études de la santé publique (EHESP), en partenariat avec la direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). Ce partenariat a permis à la session jeunes *Sécurité et justice* de spécifiquement s'orienter vers les questions internationales.

La seconde session s'est déroulée à Tourcoing, à l'École nationale des douanes, du 22 au 26 octobre 2018. 14 étudiants issus de la classe préparatoire de cette école ont participé à la session jeunes *Sécurité et justice* de l'Institut. L'objectif est d'augmenter leurs chances de réussite aux concours de la fonction publique. Cette formation a connu un vif succès, rassemblant 59 auditeurs.

Partenariat INHESJ - Paris 2 Panthéon-Assas

En 2018, l'Institut a reconduit son partenariat avec l'Université Paris 2 Panthéon-Assas. Celui-ci porte sur des actions de formation dans le cadre du Master II Sécurité défense de l'Institut

d'études judiciaires Pierre Raynaud (IEJ). Deux séminaires se sont déroulés en mars et avril 2018 autour d'interventions, de visites et de travaux de groupe. Ces deux séminaires ont connu un vif succès : 119 étudiants ont été formés (+32 % par rapport à 2017).

Formation aux enjeux de sécurité économique pour la Skema business school

En 2018, le partenariat INHESJ-Skema business school s'est poursuivi. Dans le cadre de son master *International strategy and influence*, l'Institut a été en charge de définir le contenu pédagogique du parcours *economic security*. Il porte sur la protection des entreprises et se compose de 60 heures de formation.

La session
internationale
Sécurité et Justice

L'Institut a initié en 2018 un **partenariat avec la direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD)** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). Il prend la forme d'une session internationale. Elle doit permettre de mieux concevoir les enjeux de sécurité et de défense et de coopération judiciaire au niveau international et d'instaurer des habitudes de travail entre les responsables publics



Dans la catégorie des jeunes cadres de la sécurité et de la justice de moins de 35 ans,

36 auditeurs ont été formés en région en 2018 ce qui correspond à **+56%** par rapport à 2017.

Session régionale
Sécurité et justice jeunes

 Rennes

 Tourcoing



UNIVERSITÉ PARIS II
PANTHÉON-ASSAS

119 étudiants ont été formés : **+32%** par rapport à 2017.



45

auditeurs
dans la première
session internationale



Session internationale dans les locaux d'Interpol

français de ces domaines et leurs homologues de pays tiers. Elle a aussi pour objectif de contribuer à l'émergence de coopérations et à la diffusion, au niveau international, d'une vision commune des enjeux et approches de sécurité et de justice.

La première session internationale a réuni 45 auditeurs provenant d'une dizaine de pays d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et de trois organisations internationales. Elle a notamment traité de « la lutte contre la criminalité et le terrorisme » et du « retour d'expérience sur la coopération internationale de sécurité et de justice au Sahel ».

Cette session a par ailleurs accueilli 19 auditeurs français et 9 stagiaires étrangers « jeunes » (cf. *supra*).

En 2019, cette session sera renouvelée. Elle s'adressera cette fois-ci aux pays de la zone Asie-Océanie.

La formation des conférenciers en sécurité économique labélisés Euclès

L'Institut forme depuis 2011 des conférenciers labélisés, chargés de sensibiliser le monde de l'entreprise et de la recherche aux enjeux de la

sécurité économique. Ces formations sont réalisées dans le cadre d'un partenariat avec le Service de l'information stratégique et de la sécurité économiques (SISSE, ministère de l'Économie et des finances) et en concertation avec les services spécialisés de l'État.

L'ensemble de ces conférenciers constitue un réseau baptisé Euclès qui se déploie sur l'ensemble du territoire national. Il



Conférencier EUCLÈS



100
conférenciers
labélisés



4 000
personnes
sensibilisés



125
actions de
sensibilisation

s'accompagne d'une plate-forme collaborative en ligne afin d'accroître sa visibilité et de faciliter l'accès aux informations et les échanges d'expérience.

En 2018, le réseau Euclès comptait 100 conférenciers labélisés. Il a mené 125 actions de sensibilisation dont plus des 2/3 auprès d'entreprises privées, soit plus de 4000 personnes sensibilisées.

L'eFormation

Depuis septembre 2018, conformément à son plan stratégique, l'INHESJ développe ses moyens d'enseignement à distance (EAD) et plus largement d'eFormation. Il s'agit d'incorporer de nouveaux outils dans ses enseignements, d'ouvrir ses formations à de nouveaux publics et de les rendre plus attractives.

Au second semestre, une première plateforme informatique de démonstration a été mise en œuvre. Elle a permis à certains agents et auditeurs de l'Institut de se familiariser avec son utilisation. Parallèlement, les besoins futurs de l'INHESJ dans ce domaine ont été évalués afin d'intégrer progressivement l'eFormation dans l'ensemble des procédures de travail (gestion des auditeurs, mise en ligne de documents, utilisation d'outils collaboratifs en ligne, évaluations, podcasts, parcours pédagogiques à distance complet, etc.).

Cette nouvelle compétence permet par ailleurs à l'Institut de participer, depuis novembre 2018, à la conception d'une formation à distance sur la sécurisation des établissements de santé. Elle s'adressera potentiellement à 70 000 étudiants de ce secteur d'activité (médecins, infirmiers, aides-soignants). Cette formation sera mise en œuvre dans le cadre du partenariat avec les services du Haut fonctionnaire de la défense et de la sécurité (HFDS) des ministères des Solidarités et de la Santé, du Travail, de l'Éducation nationale et des Sports. Par ailleurs, les contacts noués avec le Réseau des écoles de service public (RESP) devraient conduire à l'élaboration d'un cours en ligne sur la question de la corruption.



Réunion des conférenciers Euclès

A photograph of a modern library interior. The scene is dominated by curved, white bookshelves that curve into the distance. The shelves are filled with books, many of which have orange covers. The lighting is warm and focused on the shelves, creating a soft glow. The background is a deep blue, suggesting a night or dimly lit environment. The overall atmosphere is quiet and scholarly.

Des actions d'études
et de recherches à
destination des décideurs



La dimension recherche
au sein des formations p.20

Les études et recherches
au plan national p.22

Les études et recherches
au plan international p.24

Le soutien à la recherche
en sciences humaines et sociales p.24

Les travaux de l'ONDRP p.26



Christian Vigouroux, président du Comité scientifique de l'Institut, intervenant devant la session nationale Sécurité et justice

Afin de contribuer à l'accompagnement de politiques publiques de sécurité et de justice, l'Institut s'appuie sur les connaissances scientifiques qu'il produit grâce à ses travaux de recherche, travaux diffusés et enrichis par ses sessions de formation.

En 2018, l'INHESJ a renforcé son partenariat avec le centre national de la recherche scientifique (CNRS), afin de promouvoir une activité de recherche mobilisant toutes les disciplines pour accroître la compréhension des enjeux de sécurité et de justice et améliorer leur traitement.

La dimension recherche au sein des formations

Une recherche mieux intégrée aux formations

Parce que les questions qui intéressent les ministères de la Justice et de l'Intérieur sont de plus en plus complexes, les formations de l'INHESJ intègrent les plus récents résultats de la recherche scientifique.

En 2018, le programme de la session nationale *Sécurité et justice* a été renforcé dans cette optique. Ce renforcement s'est notamment traduit par une part accrue d'intervenants issus du monde académique et par l'ajout d'un universitaire au groupe de deux professionnels (Intérieur et Justice) chargés de la conceptualisation des séminaires de formation.

De la même manière, les groupes de diagnostic et de stratégies (GDS) ont été mieux accompagnés sur le plan scientifique. Au sein des sessions, ces groupes d'auditeurs travaillent tout au long de l'année sur une

question centrale de justice et de sécurité. Dès la session 2017-2018, leur encadrement pédagogique s'est vu renforcé. En outre, aux deux référents issus des départements de formation et du monde professionnel, s'ajoute désormais un chercheur de l'Institut.

Participation à la création d'une norme ISO

Dans le cadre des groupes d'études « système de management de la sûreté » et « services de sécurité » de l'AFNOR (Association française de normalisation), l'Institut contribue depuis 2016 à la définition d'une norme internationale du management de la sûreté. Depuis octobre 2017, ce projet est porté par l'INHESJ au niveau de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) en sa qualité de « project leader ». Fin septembre 2018, ce projet de norme a été approuvé par 30 pays, ouvrant la voie à son adoption finale au niveau international.

Grâce à ce travail, appuyé sur sa recherche et son expertise, l'Institut contribue directement à la définition des métiers de directeurs sécurité-sûreté et intelligence économique dont il dispense par ailleurs la formation.

Étude des métiers sécurité-sûreté en entreprise

L'Institut a participé à l'étude prospective sur les métiers de la sécurité-sûreté en entreprise initiée par le Club des directeurs de sécurité des entreprises (CDSE). Publiée en décembre 2018, elle vise à anticiper les évolutions de l'emploi



Le projet de recherche APRIL s'appuie sur les réponses apportées lors des catastrophes naturelles survenues aux Antilles en 2017

et des compétences au sein de cette filière et préconise des plans d'actions pour accompagner ces évolutions. Après avoir constaté l'insuffisance de formations dans ce secteurs, cette étude identifie trois axes de compétences à développer dans les années à venir : intelligence économique ; cybersécurité ; gestion de crise.

Des scénarios pour anticiper les crises extrêmes ou nouvelles

Grâce à son expertise et aux recherches menées, l'Institut met à jour les scénarios d'exercices de crise proposés dans ses formations.

En novembre 2018, le scénario « centrale nucléaire » a complètement été revu. Parallèlement, la création de deux scénarios « cybersécurité » a été initiée :



Norme numéro « ISO 22342 » : Guidelines for the development of a security plan for an organization »

Objectif : établir des critères permettant d'élaborer un dispositif de sûreté quelle que soit la taille de l'organisation, son secteur d'activité, son statut public ou privé, ses moyens ; Structurer le périmètre d'action et de responsabilité des directeurs sécurité-sûreté et intelligence économique

Périmètre : protection des personnes, du patrimoine matériel et du patrimoine immatériel



Création de **2** scénarios « cybersécurité »

l'un dans le secteur de la sécurité civile, l'autre à destination du secteur privé. La création de ce dernier scénario s'inscrit dans le cadre d'un partenariat avec l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Ainsi, depuis la fin de l'année 2018, un groupe d'étudiants du master 2 Gestion globale des risques et des crises, encadré par les agents de l'INHESJ, développe ce scénario en vue de son exploitation opérationnelle lors des formations.

L'Institut assure par ailleurs la coordination scientifique du projet « Anticipation et prise de

décision en situation de crises extrêmes pour maintenir la résilience de la société » (APRIL). Financé par l'Agence nationale de la recherche, ce projet est conduit en coordination avec trois autres partenaires : le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), le Laboratoire techniques, territoires et sociétés (LATTS) et l'École française d'heuristique (EFH). Depuis juin 2018, ce projet vise, sur trois ans, à améliorer la prise de décision en contexte d'incertitude. La recherche conduite à cette occasion s'appuie sur les réponses intervenues lors des catastrophes Irma, Jose, Maria de 2017 aux Antilles.

Les études et recherches au plan national



L'évolution du financement du trafic de drogue : Narcoter

L'Institut poursuit ses études sur les trafics de drogue. La plus emblématique, Narcoter, traite du financement du terrorisme à partir du trafic de stupéfiants. Elle vise à mieux comprendre les phénomènes de convergences éventuelles et les possibles hybridations criminelles.

Ce projet, soutenu par le Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques (CSFRS), s'est structuré autour des besoins de connaissances exprimés par les services centraux de police judiciaire. Au travers de son comité de pilotage interministériel, Narcoter a pour but de favoriser le travail en commun de différentes administrations.



La violence politique

La recrudescence de militantismes violents en Europe, spécialement du jihadisme, a conduit l'Institut à participer, depuis 2016, au programme de recherche « Violences radicales militantes » de l'Agence nationale de la recherche (ANR). Associant praticiens et chercheurs, en partenariat avec plusieurs universités, ce programme s'est poursuivi en 2018.

Initié en 2018, un deuxième projet de recherche sur la violence politique s'intitule « La radicalisation jihadiste des femmes en France. Logiques d'engagement pour al-Qaïda et l'Organisation État islamique ». Avec le soutien de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT) et en dialogue avec diverses administrations du ministère de la Justice, ce programme a reçu en décembre un financement du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR).

Session « cyber »

En octobre 2018, fort de ses partenariats avec le SGDSN et l'ANSSI, l'INHESJ a ouvert, conjointement avec l'IHEDN, une nouvelle session nationale *Souveraineté numérique et cyberdéfense*. Le travail préparatoire de cette session a été l'occasion de nouer de nouveaux liens et de développer des échanges scientifiques avec des institutions telles que le Commandement de la cyberdéfense (Comcyber), l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA), l'université Grenoble-Alpes et le Conseil des industries de la confiance et de la sécurité (CICS).



Intervention de Guillaume Poupard, directeur général de l'ANSSI, devant les auditeurs de la session « cyber »



Lutte contre le trafic de stupéfiants

L'Institut a participé au rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) sur les « routes Nord de l'héroïne » (juin 2018).

En 2018, à la demande de la MILDECA, l'Institut a analysé le phénomène du trafic illicite de cocaïne en provenance de Guyane. Ce travail, réalisé en partenariat avec l'OCRTIS et l'OFDT, a pour objectif de formuler des propositions d'action au cabinet du Premier ministre. À ce titre, les chercheurs de l'Institut ont participé aux rencontres « décideurs-chercheurs » de la MILDECA (septembre - octobre 2018).



Améliorer les capacités d'évaluation des services de sécurité

En partenariat avec l'université Grenoble-Alpes et l'École nationale des travaux publics de l'État (ENTPE), l'Institut conduit un programme de recherche intitulé « Améliorer les capacités évaluatives dans les services de sécurité (ACCESS) ». Financé par le Comité des études du ministère de l'Intérieur, ce programme a permis, en 2018, la réalisation d'un manuel de procédures d'évaluation à destination des services de police et de gendarmerie. Il est complété par un rapport comportant une quinzaine de recommandations favorisant les procédures d'évaluation.



Une expertise sollicitée dans des groupes de travail

En 2018, l'Institut a participé aux consultations nationales organisées par l'Inspection générale de l'administration (IGA) dans le cadre de la construction de la police de sécurité du quotidien (PSQ). Il est associé à l'InnoLab police-population de l'École nationale supérieure de la police (ENSP).

Enfin, l'Institut accompagne les services de l'État dans leurs expérimentations. C'est le cas, en 2018, avec la Direction départementale de la sécurité publique du Val-d'Oise et le tribunal de Pontoise qui souhaitent œuvrer au rapprochement entre police et justice.

Les études et recherches au plan international

L'Institut participe par la présence de ses chercheurs à de nombreux projets de recherche internationaux dans les domaines de la sécurité et de la justice

✓ **Mise en œuvre, apports et limites du Passenger Name Record en milieu aéroportuaire**
(Groupe Pompidou-Conseil de l'Europe - octobre 2018)

✓ **Gestion des retours de Syrie en milieu aéroportuaire**
(*Border control security program*, OSCE - février-mai 2018)

✓ **Les drogues et Internet**
(Groupe Pompidou-Conseil de l'Europe - avril 2018)

✓ **La lutte contre le trafic de stupéfiants en Amérique latine**
(ministère de l'Intérieur français - mai 2018)

L'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales a participé à plusieurs échanges scientifiques internationaux, s'appuyant en particulier sur son expertise acquise lors de son travail sur l'enquête nationale de victimation « Cadre de vie et sécurité ».

Une étude est ainsi en cours depuis 2018 sur les homicides commis dans les capitales de plusieurs pays d'Europe (*European Homicide*

Monitor). Elle est le fruit d'un partenariat avec l'Université de Leyde (Pays-Bas), le Conseil national suédois pour la prévention de la délinquance et l'Institut national finlandais de recherche sur la politique juridique.

L'ONDRP s'est vu confier la partie française d'une étude internationale portant sur l'insécurité des étudiants dans les transports en commun (harcèlement sexuel et agressions

Le soutien à la recherche en sciences humaines et sociales

COSPRAD
CONSEIL SCIENTIFIQUE
SUR LES PROCESSUS
DE RADICALISATION

Conseil scientifique sur les processus de radicalisation

Depuis sa création par décret du 3 mai 2017, l'Institut accueille le Secrétariat général du Conseil scientifique sur les processus de radicalisation (COSPRAD).

Ce conseil a pour objet de « facilite[r] le dialogue entre les administrations publiques et les chercheurs en sciences humaines et sociales et [de] contribue[r] à la valorisation des résultats de la recherche en sciences humaines et sociales et à leur réutilisation au bénéfice des politiques publiques de prévention et de lutte contre la radicalisation ». Il rassemble le monde de la recherche et celui des institutions publiques et publie des études spécifiques.

Ses toutes premières actions en 2018 ont permis d'établir une cartographie des publications et des structures de recherche sur les processus de radicalisation ainsi qu'une comparaison internationale des instances de transfert de connaissance de la recherche vers la société civile.

✓ **La lutte contre le trafic de stupéfiants dans le Caucase**

(ministères de la Justice et de l'Intérieur argentins, DCI, ambassade de France en Géorgie - octobre 2018)

✓ **Les violences politiques** dans le cadre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès

✓ **Lutte contre la radicalisation et le terrorisme**

(missions d'information de l'Assemblée nationale et du Sénat)

sexuelles, perceptions de l'insécurité, précautions, suggestions pour rendre les transports plus sûrs). Elle a été conduite en mai 2018 sur le campus de Sciences Po Paris. Cette étude est

réalisée en partenariat avec l'Institut royal de technologie de Stockholm et l'université de Californie à Los Angeles.



Des ateliers co-pilotés avec le CNRS

Outre l'activité du COSPRAD, l'Institut mène depuis 2017, en partenariat avec le CNRS, une démarche exploratoire sur le retour des familles et des mineurs de Syrie et d'Irak. À cet effet, **trois différents groupes de travail** ont été constitués : « Famille, environnement et filiation » ; « Le trauma, son suivi et sa prise en charge » ; « Coordination institutionnelle : pratique des acteurs et rôle des institutions ». En 2018, chacun de ces groupes a piloté des ateliers réunissant experts scientifiques et responsables de diverses administrations.

La construction d'un réseau académique

Dans le cadre de son plan stratégique 2018-2021, et plus particulièrement de son axe 2, l'INHESJ entend développer ses relations avec l'université, notamment en créant et animant un réseau de chercheurs dans les champs de la sécurité et de la justice.

Ainsi, depuis l'été 2018, de nombreux chercheurs ont été sollicités, notamment les jeunes chercheurs ayant concouru au prix de recherche de l'INHESJ.

Rassemblant des universitaires de statuts différents, ce réseau doit favoriser la circulation des savoirs entre le monde de la recherche et celui des acteurs institutionnels grâce à la valorisation des travaux existants, à la publication dans des revues spécialisées, à l'organisation de conférences réunissant praticiens et chercheurs. Il soutiendra la recherche par un accompagnement ou une participation à sa production.

Les travaux de l'ONDRP

L'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) est un des départements de l'Institut. Il produit et diffuse les principales statistiques françaises sur la criminalité et la délinquance et, à ce titre, est en relation avec les principaux services de l'État en charge de ces questions. En particulier, avec l'INSEE, il conçoit et exploite l'enquête nationale de victimation « Cadre de vie et sécurité ».

En 2018, l'ONDRP a poursuivi ses analyses et études statistiques et criminologiques sur la délinquance et la criminalité. Cinq grandes études ont été publiées en 2018 :

- ✓ le sentiment d'insécurité dans les transports en commun ;
- ✓ les homicides en Guadeloupe et à Saint-Martin ;
- ✓ les injures sexistes ;
- ✓ les victimes de traite des êtres humains ;
- ✓ un état des lieux sur l'injonction de soins.

Ces études ont été complétées de publications plus synthétiques (Notes et Flash'crim) visant à mettre à jour des informations déjà publiées, ou à mettre en exergue le particularisme de certaines infractions ou perceptions liées à l'insécurité. Elles ont donné lieu à de nombreuses reprises par les médias.

L'ONDRP a développé un nouveau module d'exploitation de l'enquête nationale de victimation « Cadre de vie et sécurité » afin d'étudier les discriminations. Ce travail, en association avec la Délégation

interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH), donnera lieu à publication en 2019.

Sur le plan des données administratives, les limites de l'« État 4001 » (géographiques, nature d'infractions, suivi d'individus, ruptures statistiques, caractéristiques individuelles des mis en cause, etc.) incitent l'Observatoire à recourir à d'autres sources de données administratives plus détaillées. C'est ainsi qu'en 2018, l'ONDRP a développé ses relations avec plusieurs services opérationnels. Elles permettront la publication en 2019 de nouvelles études : les vols avec usage de fausse qualité (Direction régionale de la police judiciaire de Paris), les crimes sexuels sériels (Office central pour la répression des violences aux personnes, DCPJ), la délinquance itinérante (Office centrale de lutte contre la délinquance itinérante, DGGN), et la contextualisation des violences contre les fonctionnaires de police (Tribunal de grande instance de Bobigny).

Réalisée en partenariat avec la Fédération française des centres ressources pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles (FFCRIAVS) et les services d'insertion et de probation (SPIP, DAP), la publication de l'étude portant sur un état des lieux (partiel) de l'injonction de soins a fait l'objet en 2018 de plusieurs présentations devant les SPIP.

Afin de définir et mesurer la nouvelle délinquance en matière de cybercriminalité, l'Institut a initié en 2018, au travers de l'ONDRP, un projet « mesure de



1 300 abonnés
+79% sur un an



2 400 personnes
+22%



+ de 2 000 personnes
+47%



L'ONDRP a accru en 2018
la publication d'articles
de recherche dans des revues
scientifiques ou des ouvrages
collectifs.

Un article sur les déterminants du dépôt de plainte des victimes de viol a été publié dans la revue *Déviance et Société* (octobre 2018). Un autre article a été publié dans *le Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice* sur les homicides («The Dynamic Theory of Homicide: Adverse Social Conditions and Formal Social Control as Factors Explaining the Variations of the Homicide Rate in 145 Countries», avril 2018). Dans les ouvrages collectifs, il faut noter un article sur le rôle des dispositifs de sécurité en matière de cambriolages (*Reducing Burglary* de Andromachi Tseloni, Rebecca Thompson, Nick Tilley). Deux autres articles, l'un sur le projet européen MARGIN et l'autre sur l'insécurité dans les transports en commun, sont à paraître dans un ouvrage collectif en janvier 2019.

la cybercriminalité». Celui-ci dressera un panorama des différentes formes de «cybercriminalité» telles qu'elles sont enregistrées par les services opérationnels (Centre de lutte contre les criminalités numériques de la Gendarmerie nationale - C3N - ; Brigade d'enquêtes sur les fraudes aux technologies de l'information - BEFTI - ; Brigade de protection des mineurs - BPM - ; Préfecture de police - PP - ; Office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication - OCLCTIC - ; Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières - DNRED - ; section F1 du Parquet de Paris ; Office central pour la répression de l'immigration irrégulière et de l'emploi d'étrangers sans titre - OCRIEST - ; Brigade de répression des fraudes aux moyens de paiement - BFMP). Les données recueillies devraient permettre de dresser un premier état des lieux statistique au second semestre 2019.



Des actions de diffusion
des connaissances et une politique
de communication au service
de la stratégie de rayonnement



Remise d'un diplôme d'auditeur par le président du Conseil d'administration et la directrice de l'Institut

Les relations publiques
et la prospective consolidées p.30

Les actions scientifiques p.34

Les publications p.37

Les relations internationales p.40



Ouverture des sessions nationales de l'INHESJ et de l'IHEDN par le Premier ministre

Conformément à son plan stratégique, l'Institut est passé d'une activité de communication à la mise en œuvre d'**une stratégie de rayonnement**. Créée en mars 2017, la direction des *Relations publiques et de la prospective* en a la charge.

Rayonner suppose de disposer d'**une idée claire de ce que l'on est et de ce que l'on veut transmettre**. La démarche collective propre à l'élaboration du plan stratégique 2018-2021, adopté fin 2017, a permis de construire cette identité et le projet de l'Institut pour les prochaines années.

La spécificité de l'Institut repose sur son interministérialité qui lui donne une capacité d'appréhension globale des enjeux de sécurité et de justice. Son rayonnement, sa stratégie d'influence, ses outils de communication et de diffusion de connaissances, visent à faire partager cette spécificité et à entretenir la réflexion des acteurs de la communauté de la sécurité et de la justice.

Les relations publiques et la prospective consolidées

Une stratégie de rayonnement

La direction *Relations publiques et prospective* travaille **au profit de toutes les composantes** de l'Institut et assure la conduite de **missions transversales**. Son action de valorisation s'étend aux formations et à l'activité de recherche de l'Institut ainsi qu'à la diffusion de connaissances.

L'action de rayonnement de l'Institut vise prioritairement **les experts et professionnels de la sécurité et de la justice**. La communication qui en découle est donc conçue en priorité pour ce public et rationalisée en conséquence.

Une communication maîtrisée sur Internet et les réseaux sociaux

En 2018, l'Institut a développé sa présence sur les **réseaux sociaux et Internet**.

L'Institut a noué des contacts, formels ou informels, avec certains **médias numériques spécialisés** relayant les informations qu'il diffuse en ligne (AEF info, LexisNexis via la revue *Droit pénal*, DILA pour les *Cahiers de la sécurité et de la justice*).

Cette présence en ligne s'est traduite par **une plus grande fréquentation du public** aux événements de l'Institut et une meilleure promotion de ses formations.

Un nouveau site Internet sera mis en ligne en septembre 2019. Le cahier des charges, établi à l'automne 2018, se fixe pour objectif d'accroître la visibilité de l'Institut, de rendre ce site plus évolutif, plus lisible, et de se conformer au cadre normatif actuel (Règlement général sur la protection des données, RGPD).

Nouvel outil numérique, **l'eFormation** qui se développe au sein de l'Institut (voir page 13) trouve sa place dans la stratégie de rayonnement. En plus de moderniser ses formations, cette plateforme informatique accueillera des contenus multimédia (cours, conférences, échanges interactifs, etc.) qui valoriseront le travail mené et aideront à la diffusion des connaissances (doctrines, analyses, recherches, etc.).

Il a été jugé nécessaire de renforcer la communication interne afin de permettre à chacun des agents de l'Institut de mieux connaître les activités conduites en son sein et ainsi de pouvoir devenir « un ambassadeur de l'Institut ». Dans cette perspective, la publication d'une **newsletter numérique hebdomadaire** permet à chaque agent de l'Institut de rester informé des actions menées par l'ensemble des services.

Une politique de communication scientifique qui valorise la production des chercheurs

Le personnel de recherche de l'Institut dispose de compétences diverses qu'il convient de valoriser sur le plan scientifique. Il s'agit de mieux les faire reconnaître au niveau académique et de les rendre accessibles à la communauté scientifique de la sécurité et de la justice.



105 000
utilisateurs du site
www.inhesj.fr



400 000
pages consultées



4 700 abonnés
+34 % en un an



16 300 abonnés
+7 % sur un an



3 600 abonnés
à la page « Entreprise »
(créée à l'été 2018)



Une chaîne Youtube
créée à l'automne 2018

Organisation de conférences et colloques

Au cours de l'année 2018, une vingtaine de conférences a été organisée, annoncée et commentée sur les réseaux sociaux. Plus de 1 700 personnes y ont assisté, soit un doublement de l'affluence en un an. Cette activité renforce la mission de diffusion de la connaissance de l'Institut et reflète la diversité de ses recherches.

La liste ci-contre inclut les *Rendez-vous de la recherche*. Créées à l'automne 2017, ces soirées d'échanges se consacrent mensuellement à l'étude d'un thème liant sécurité, justice et société. Chaque session est l'occasion de donner la parole à deux intervenants, praticiens de haut niveau ou universitaires.



S'ajoute à ces manifestations un prix de recherche que l'INHESJ remet depuis 2017 en partenariat avec le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Il récompense

une thèse en sciences humaines et sociales ou en droit traitant de la sécurité et de la justice. Outre le soutien apporté à une recherche dont la qualité se distingue, ce prix permet de valoriser l'Institut auprès des plus jeunes chercheurs et réunit autour de lui les mondes académique et professionnel.

En 2018, ce prix a distingué M. Grégoire Le Quang pour sa thèse intitulée « Construire, représenter, combattre la peur : la société italienne et l'État face à la violence politique des "années de plomb", 1969-1981 ». La cérémonie de remise du prix s'est tenue en présence de Son Excellence Stefania Rosini, adjointe de l'ambassadrice d'Italie à Paris.

Enfin, l'Institut a accueilli avec l'IHEDN, en février et en octobre 2018, les allocutions du Premier ministre devant les sessions nationales.

29 mars

Présentation du projet ACCESS
Améliorer les capacités évaluatives dans les services de sécurité intérieure

20 février

Rendez-vous de la recherche
Les auteurs d'attentats terroristes

8 février

Association de l'INHESJ
à la présentation de la police de sécurité du quotidien (PSQ) par le ministère de l'Intérieur

5 février

5^e assises de la sécurité privée
(en partenariat avec le ministère de l'Intérieur)

1^{er} février

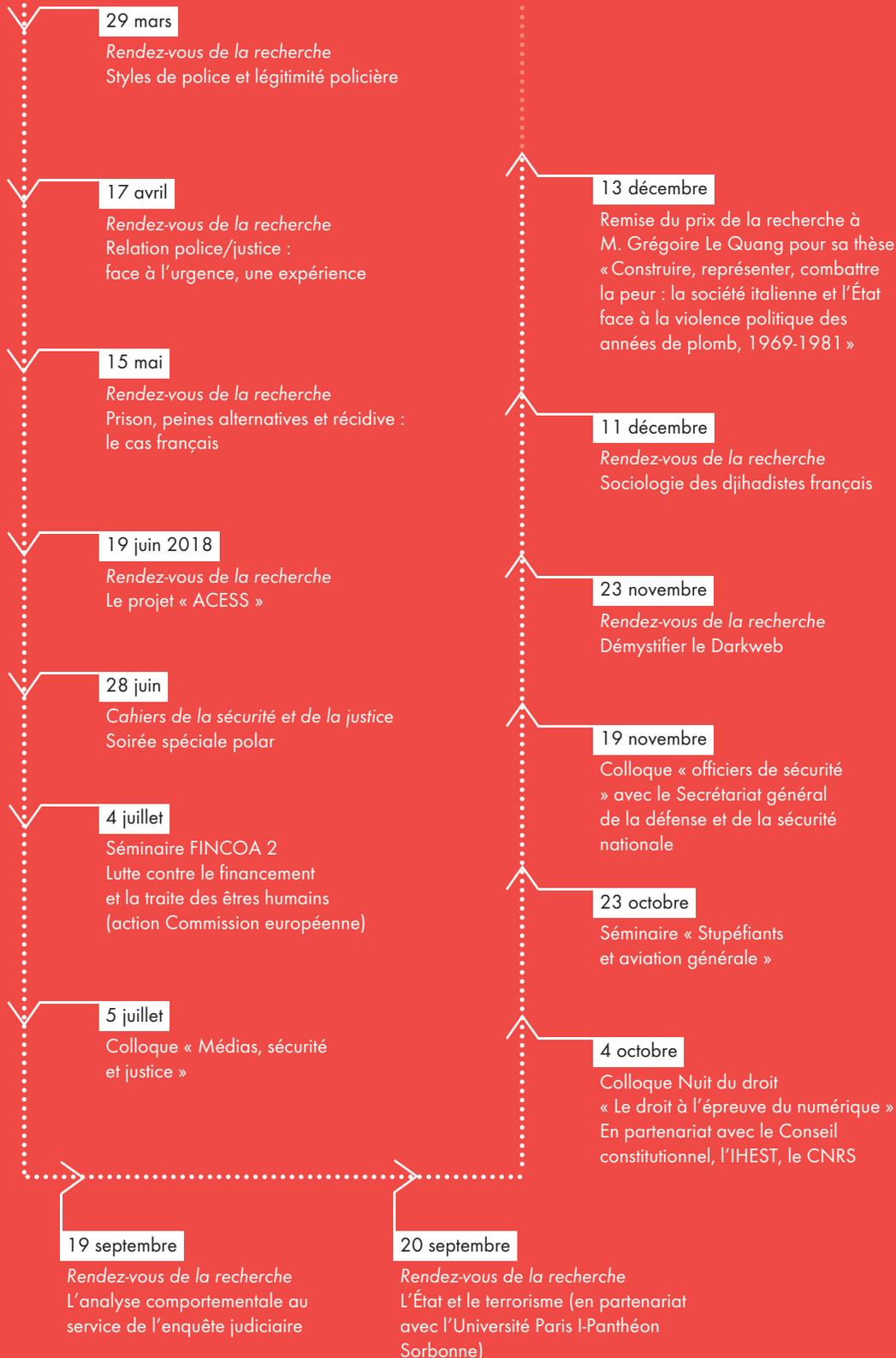
Séminaire de sensibilisation des députés au continuum défense-sécurité-justice

23 janvier

Rendez-vous de la recherche
Quand la prison prend soin : enquête sur les pratiques professionnelles de santé mentale en milieu carcéral en France et en Allemagne

18 janvier

Première rencontre des communicants de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur sur la communication de crise



À l'automne 2018, l'Institut a ainsi engagé un travail de réflexion et de structuration d'une revue scientifique. Elle serait rendue accessible d'une part, en incluant des articles révisés par les pairs, des témoignages, des entretiens, des recensions ; d'autre part grâce à une diffusion numérique gratuite. Ce format devrait renforcer les liens entre le monde académique et celui des praticiens. La mise en œuvre de ce projet est programmée en 2019.

Actions scientifiques, relations publiques

Le rayonnement de l'Institut passe par l'organisation d'événements, de colloques et de conférences, et par les liens qu'il entretient avec le monde académique, avec des partenaires de la communauté de la sécurité et de la justice et, plus largement, avec le grand public intéressé par ces sujets.

Interventions des chercheurs

Les chercheurs de l'INHESJ sont à l'initiative ou participent à de nombreuses activités (conférences, journées d'études, séminaires, colloques) avec le monde académique et les praticiens de la sécurité et de la justice. En 2018, a été produite une trentaine de travaux, axés sur l'état de la menace, l'évaluation des politiques publiques et la prévention.

Sur la **radicalisation liée à l'islam**, on notera la participation aux formations et manifestations de plusieurs centres de recherche et universités (Universités de Metz, Nancy, Paris 2 Panthéon-Assas, EHESS, Sciences-Po, CNRS, etc.).

La restitution du programme de recherche autour de l'**amélioration des capacités d'évaluation des services de sécurité** (ACCESS) a donné lieu en mars 2018 à un important colloque réunissant décideurs et chercheurs de haut niveau.

L'Institut a accompagné les villes de Marseille, Lille et Bagnolet (Seine Saint-Denis) dans la formation interprofessionnelle de leurs **dispositifs de prévention des toxicomanies**.



Une **trentaine** de travaux, axés sur l'état de la menace, l'évaluation des politiques publiques et la prévention.

Dans le domaine de la prévention des trafics, l'Institut s'est trouvé associé à plusieurs conférences :

- ✓ les trafics et l'aviation générale (Groupe Pompidou-Conseil de l'Europe, EUROPOL, WCO, INTERPOL, UNODC) ;
- ✓ le financement de la traite sexuelle des êtres humains (FINOCA 2) ;
- ✓ la confiscation des avoirs criminels (projet Payback) ;
- ✓ l'évolution des trafics de drogues en Europe (Observatoire européen des drogues) ;
- ✓ le contrôle de l'aviation générale (GTA – MILDECA).



Intervention de David Weinberger, chercheur à l'INHESJ, dans le documentaire *Trafics*

La diffusion de connaissances à travers les médias nationaux et internationaux

La diffusion d'une connaissance de haut niveau et sa valorisation s'appuient aussi sur les **médias audiovisuels, tant nationaux qu'internationaux et la presse écrite**. Les travaux des experts et chercheurs de l'Institut recouvrent quatre thématiques principales :

- les trafics de drogue ;
- les processus de radicalisation ;
- les rapports police-population ;
- la délinquance et les réponses pénales.

Plus d'une trentaine d'interventions a eu lieu dans différents médias. Elles font l'objet de relais spécifiques sur les comptes réseaux sociaux de l'INHESJ.

Structuration, animation de réseaux et partenariats

L'activité de l'Institut dans le domaine de la formation lui permet de nouer des contacts ou des partenariats qui renforcent la structuration des acteurs de la sécurité et de la justice. En particulier, lors de ses sessions nationales, les auditeurs associent à leurs travaux les **hauts-fonctionnaires ou cadres dirigeants d'entreprises**.

Chaque année, **plusieurs parlementaires suivent les sessions nationales de l'INHESJ**. En 2018-2019, ces sessions accueillent cinq parlementaires et fonctionnaires des Assemblées en tant qu'auditeurs. Par ailleurs, les présidents de commissions parlementaires et les rapporteurs de projet de lois sont sollicités lors de séminaires. L'Institut a aussi organisé en 2018 la troisième formation dédiée aux **collaborateurs de députés français**. Elle est désormais ouverte aux assistants de sénateurs.

Les sujets de sécurité, de droit et l'analyse de risques intéressent aussi le **monde de l'entreprise**. Les formations dispensées à l'Institut en matière d'intelligence, de sécurité et



Interventions dans les médias

Sur les questions liées aux stupéfiants

- ✓ intervention dans le documentaire *Trafics* diffusé sur France 5 (Julien Johan, Frédéric Ploquin) sur les trafics internationaux de drogues aux côtés de Jean-François Gayraud et de Bernard Petit ;
- ✓ interventions dans des médias nationaux (AFP, BFM TV, Canal plus, France Culture, France Télévisions, M6, Mediapart, Radio classique, RFI, Radio France, etc.) ;
- ✓ interventions dans les médias internationaux (ZDF, consortium Investigate Europe).

Sur le thème de l'Islam en France et les dynamiques de radicalisation

- ✓ Interventions dans le documentaire élaboré par l'IISMM/EHESS et dans un feuillet de vulgarisation sur le terrorisme pour la section jeunesse de Radio-Canada

Sur les relations police-école

- ✓ Sollicitation des chercheurs de l'INHESJ pour exposer les résultats du projet ANR *Ipogees* 2013-2016 et notamment à l'occasion de l'émission de Être et Savoir sur les violences scolaires (France Culture, novembre 2018)

Dans les domaines de compétence de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP)

- ✓ des reprises des études de l'ONDRP par les grands médias nationaux ou locaux : Le Monde, Le Figaro, Libération, Les Échos, Le Parisien, La Croix, L'Express, Le Point, Le Courrier des maires, L'Obs, 20 minutes, BFM TV, TF1, France 2, France 3, M6, LCI, Europe 1, RTL, Radio France, etc. ;
- ✓ des interventions des personnels de l'ONDRP sur les grandes thématiques liées à la délinquance et aux réponses pénales, par exemple en 2018 sur : les agressions déclarées par les sapeurs-pompiers volontaires et professionnels (La Croix, 20minutes, Le Parisien, décembre 2018) ; les violences sexuelles (La Croix, décembre 2018) ; les rivalités entre bandes (France Culture, octobre 2018) ; les violences et les menaces contre les femmes sur le lieu de travail (L'Express, BFM TV et La Tribune, mai 2018) ; le sentiment d'insécurité (LCI - La matinale, France info, septembre 2018, Europe 1, BFM TV, Ouest France, 20minutes, janvier 2018).

de veille économiques jouent à cet égard un rôle de passerelle entre le secteur privé et les services de l'État. L'Institut est ainsi l'un des principaux acteurs du **réseau de conférenciers en sécurité économique** : Euclès. Son troisième colloque annuel se tiendra en avril 2019 et réunira plus de soixante conférenciers de ce réseau, lesquels sont labellisés en partenariat avec le Service de l'information stratégique et de la sécurité économiques (SISSE) du ministère de l'Économie et des finances. En 2018, plus d'une centaine de conférences a été réalisée par les conférenciers *Euclès* sur tout le territoire national, sensibilisant plus de 4 000 personnes.

L'Institut s'est rapproché de l'**Association française de normalisation** (AFNOR) et de l'**Organisation internationale de normalisation** (ISO) lors des travaux d'élaboration d'une norme internationale pour le management de la sûreté (cf. *supra* p. 21).

En 2018, l'INHESJ a mené un projet au profit du **Musée du Louvre**, lequel a débouché sur la mise en place d'un groupe de travail consacré à la protection de l'information. À terme, ce projet enrichira l'offre de formation de l'INHESJ.

L'Institut fédère les **acteurs et responsables publics et privés chargés de la gestion de crises** : préfets, acteurs de la chaîne de commandement territoriale, équipes dirigeantes de grandes entreprises, etc. Ce **réseau de risk managers** s'enrichit chaque année des auditeurs de la session nationale *Management stratégique de la crise* mais aussi des partenaires de l'ensemble des formations dispensées en gestion de crise. Trois cents intervenants prennent ainsi part aux actions pédagogiques et aux animations d'exercices de crise. Ce réseau s'est renforcé par l'accueil des représentants de la commission « Gestion

de crise » du Club des directeurs de sécurité des entreprises (CDSE).

Comme chaque année, en 2018, l'Institut a accueilli des agents de la DGSI au sein de la session nationale *Protection des entreprises et Intelligence économique*. Les services de cette direction contribuent par ailleurs à l'élaboration des sujets de réflexion des travaux de GDS.

Au-delà de ses formations et recherches, l'Institut a développé et entretenu, tout au long de l'année 2018, de nombreux **liens institutionnels**, formels (partenariats) ou informels.

Enfin, on ajoutera que la directrice de l'Institut est, depuis 2018, membre des Conseils d'administration de l'École nationale de l'administration pénitentiaire (ENAP), du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), du Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) et, depuis sa création, de l'École nationale supérieure de la police (ENSP) et de l'École des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN).



Caroline Faillet, intervenante en communication de crise pour la session nationale *Management stratégique de la crise*

Les Cahiers de la sécurité et de la justice

Les publications

Les publications constituent un autre vecteur de rayonnement de l'Institut.

Elles permettent de nourrir la réflexion des équipes internes, des auditeurs et des publics spécialisés qui suivent l'Institut, en donnant principalement la parole à des personnalités de haut niveau (chefs d'entreprise, hauts fonctionnaires, scientifiques et intellectuels de renom), mais aussi à des praticiens et de jeunes chercheurs. La diversité et la richesse des points de vue qui s'y confrontent ainsi que la qualité des contenus produits font l'objet de nombreux retours positifs de la part des lecteurs.

Dans un registre différent, les publications de l'ONDRP sont issues des travaux de ses chargés d'études spécialisés. Elles constituent des états des lieux, brefs (Flash'crim, Note ONDRP) ou plus exhaustifs (Grand angle), de l'analyse de la criminalité en France. Un rapport annuel complète le dispositif.

L'INHESJ publie depuis plus de vingt ans les *Cahiers de la sécurité et de la justice*. Universitaires, chercheurs, professionnels des secteurs public et privé contribuent à cette publication, traitant des thématiques sécuritaires dans leur acception la plus large. Cette revue trimestrielle, diffusée par la Documentation française, est tirée à 1 000 exemplaires. Les dossiers des quatre derniers numéros ont pour sujets : « Les territoires ruraux en France. Quelle sécurité ? » (n° 44), « Sécurité et justice au Canada » (n° 43), « Une étude en noir - Le crime et l'enquête dans la production culturelle » (42), « L'homicide dans le monde : les leçons d'une enquête » (n° 41).

Défis

L'Institut publie chaque année un numéro de la revue *Défis*. Consacrée à l'intelligence et à la sécurité économiques, cette publication est devenue un point de rencontre entre professionnels, milieux académiques et représentants de diverses institutions. Plus de 300 auteurs y ont déjà contribué dans des articles prospectifs. Le dernier numéro paru en décembre 2018 traite de « L'entreprise face au nouveau contexte réglementaire : des enjeux de puissance et de compétitivité ». Il a bénéficié de plus de 40 contributions (experts en relations internationales, avocats, responsables de grands groupes dans ce secteur, acteurs des politiques publiques, ONG, etc.) autour du sujet très sensibles qu'est la *compliance*. La

revue *Défis* constitue, en outre, un formidable levier de création de nouveaux réseaux d'experts et d'intervenants potentiels pour les formations en intelligence et sécurité économiques de l'INHESJ.





Lirec

Chaque trimestre, l'Institut publie une lettre d'information assurant une veille continue sur la prévention et la gestion des crises. Pluridisciplinaire, elle accueille divers formats d'articles – recherches, points de vue, informations sur la gestion de crise. La réalisation de cette **Lettre d'information sur les risques et les crises** (LIREC) permet à l'Institut d'associer les experts du domaine. Les intitulés des derniers numéros donnent un aperçu des thèmes traités : « La prise de décision dans l'incertitude » (n° 58), « Les flux au-delà du contrôle : vers la maîtrise d'un risque invisible » (n° 57), « L'ouragan Irma : gérer une crise exceptionnelle dans un contexte insulaire » (n° 56), « Sortie de crise, réseaux sociaux, criminalité environnementale » (n° 55), « Attentats terroristes, ce qui a changé en France » (n° 54-53).

Les publications de l'ONDRP

L'ONDRP publie, tout au long de l'année, le **résultat de ses travaux statistiques sur la criminalité et la délinquance**. En 2018, l'Observatoire a ainsi diffusé une trentaine de documents dans ses quatre collections :

• Flash' crim

Éléments de cadrage, principalement quantitatifs, sur une infraction ou les réponses pénales. Les données peuvent être issues de l'enquête « Cadre de vie et sécurité », des bases de données administratives de la police, de la gendarmerie ou judiciaires (orientations du parquet, casier judiciaire national).

• Note

Principaux enseignements sur une thématique ayant déjà fait l'objet d'une exploitation précédente plus approfondie. Il s'agit principalement de faire un point d'actualité sur un phénomène de délinquance ou sur les préoccupations de la population en matière de sécurité.

• Repères

Note d'information concise évoquant des éléments de cadrage sur des évolutions conjoncturelles d'un phénomène criminel ou résultats issus du traitement de données de sources secondaires.

• Grand angle

Exploitation de données inédites et/ou de nouvelles bases de données. Il peut s'agir du traitement de questions de l'enquête « Cadre de vie et sécurité » ou de l'analyse issue des bases de données opérationnelles de la police ou de la gendarmerie nationales. L'objectif est de contribuer à la diffusion de connaissances sur un phénomène criminel, avec une approche plus qualitative de ces caractéristiques.

Ces publications de l'ONDRP traitent de sujets aussi divers que les agressions contre les agents des douanes, l'injonction de soins, les homicides en Guadeloupe et à Saint-Martin, le dépôt de plainte des victimes de violences sur le lieu de travail, etc.



Les publications du département *Études et recherches*

Les chercheurs de l'INHESJ publient des articles scientifiques dans des revues reconnues à comité de lecture, en France comme à l'étranger. Plus généralement, en 2018, plus d'une vingtaine aura été publiée :

- par exemple l'Institut est membre du réseau européen «European Expert Network on Terrorism Issues» qui diffuse le savoir en Europe, grâce au Bundeskriminalamt (BKA) et qui publie en 2018 «The French experience of knowledge transfer in the field of fighting violent radicalization and terrorism» ;
- dans le domaine des stupéfiants, trois articles sont à signaler sur les effets de la légalisation du cannabis aux États-Unis et au Colorado dans la revue *Global crime* (2018) ;
- dans le domaine des questions internationales de sécurité, on notera la contribution de l'Institut au chapitre sur la géopolitique américaine de l'ouvrage collectif *Théories de*

la politique étrangère américaine. Auteurs, concepts, et approches (Presses de l'Université de Montréal, 2018).



L'Institut a contribué au chapitre sur la géopolitique américaine de l'ouvrage *Théories de la politique étrangère américaine. Auteurs, concepts et approches*.

Presse universitaire de France



En 2018, une convention a été signée avec les Presses universitaires de France (PUF) afin de publier deux ouvrages annuels dans leur collection «questions judiciaires». Les premières publications interviendront en 2019 et porteront sur la police technique et scientifique puis sur le contrôle des investissements étrangers.



Structuration d'une politique éditoriale

L'Institut a engagé en 2018 un travail pour une **meilleure coordination de ses différents supports**, de leurs rythmes et sujets traités. Ce travail tient compte de la dimension numérique désormais inhérente à la diffusion de la connaissance. Son format contribuera à un meilleur référencement du site internet de l'INHESJ sur les moteurs de recherche. À cet effet, en 2019, une lettre numérique trimestrielle et gratuite de l'INHESJ verra le jour. Elle permettra de diffuser ces contenus couvrant l'ensemble du champ conceptuel de l'Institut à un public large.



Aperçu de la lettre trimestrielle de l'Institut (nouveau 2019).

Les relations internationales

L'Institut développe une action de rayonnement à l'international qui contribue à une meilleure connaissance de l'action publique française en matière de sécurité et de justice.

Les auditeurs étrangers

En 2018, l'Institut a accueilli 56 auditeurs et stagiaires étrangers en formation.

Cette présence permet à l'Institut de **nouer et d'entretenir des liens** avec des pays partenaires et d'**enrichir la réflexion** des auditeurs par une ouverture aux enjeux de sécurité et de justice à l'étranger.

À la suite de la réussite de la première session internationale qui s'est déroulée avec succès en 2017-2018, le partenariat établi avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a été reconduit. Celui-ci vise à mettre en œuvre une session de formation réservée à des **auditeurs étrangers de haut niveau** (cf. *supra* p. 15)

Les missions à l'étranger

Les programmes de formation des sessions nationales comportent une mission à l'étranger. Les auditeurs de l'INHESJ peuvent ainsi échanger et comparer leur expérience française des questions de sécurité et de justice avec celles d'autres pays européens. Ces missions permettent aussi de **promouvoir l'action de l'Institut à l'international** ainsi que du modèle français dont il est le représentant.



Sessions nationales Protection des entreprises et intelligence économique et Management stratégique de la crise en voyage d'études en Suède

Missions des sessions en 2018 :

- Bruxelles (Belgique) – La Haye (Pays-Bas)
Octobre 2018, session nationale *Sécurité et justice*
- Suède
Mai 2018, sessions nationales *Risques et crises et Intelligence économique*
- Croatie – Serbie
Mai 2018, session nationale *Sécurité et justice*

Les personnels de l'Institut sont aussi sollicités pour organiser des formations ou participer à des **recherches, conférences et missions à l'étranger**. En 2018, les chercheurs de l'Institut ont apporté leurs expertises sur les thèmes suivants :

- ✓ *Passenger name record* (PNR) en milieu aéroportuaire (Groupe Pompidou-Conseil de l'Europe octobre 2018) ;
- ✓ gestion des retours de Syrie en milieu aéroportuaire via sa participation au programme Border Control Security Program (OSCE février-mai 2018) ;
- ✓ drogues et Internet (Groupe Pompidou-Conseil de l'Europe avril 2018) ;
- ✓ lutte contre le trafic de stupéfiants en Amérique latine (ministère de l'Intérieur argentin, DCI – mai 2018) et dans le Caucase (ministères de la Justice et de l'Intérieur argentin, DCI, Ambassade de France en Géorgie – octobre 2018) ;
- ✓ travaux conduits par la MILDECA sur le maintien éventuel de la France au Groupe Pompidou du Conseil de l'Europe.

L'ONDRP a poursuivi son intégration aux réseaux internationaux de recherche en criminologie en intervenant lors de conférences, missions d'expertises et séminaires internationaux consacrés à l'étude de la criminalité :

- ✓ 16^e colloque de l'Association internationale des criminologues de langue française ;
- ✓ International Symposium of the World Society of Victimology ;

- ✓ Stockholm Criminology Symposium ;
- ✓ Eurocrim, Crimes against humans and crimes against humanity ;
- ✓ Conférence « Crime and fear in public places » organisée par le réseau Säkraplaster à l'Institut royal de technologie de Stockholm (KTH) ;
- ✓ Colloque Police Prédictive (Interpol, Université Lyon III, IEJ, CHEMI) ;
- ✓ Séminaire de recherche à Alger, sur les liens entre violences et la drogue ;
- ✓ Conférence à Rabat, sur le projet de création d'un observatoire de la délinquance au Maroc.

Les rencontres avec des autorités étrangères

Dans le courant de l'année 2018, de nombreux contacts ont été établis avec des **représentants de pays ou d'institutions étrangers**.

Des délégations de haut niveau algérienne, nigériane, serbe et roumaine ont été reçues à l'Institut. Lors de ces rencontres, en plus d'une présentation des activités de l'Institut et de possibles partenariats, les experts de l'INHESJ ont régulièrement évoqué les enjeux de radicalisation, de renseignement et de modèles de police.

L'Italie, par le biais de son ambassade, a été associée à la remise du prix de la recherche de l'INHESJ puisque le doctorat du lauréat retenu portait sur une étude de ce pays.

Enfin, l'INHESJ a établi plusieurs contacts avec des délégations japonaises afin de leur présenter les travaux menés en son sein : en mars une rencontre avec des chercheurs et des représentants des ministères de l'Intérieur et de la Justice a été organisée ; l'Institut a été représenté en juin à l'ambassade du Japon ; enfin, en octobre et décembre, des contacts ont été établis avec le *Council for public policy* de Tokyo, think tank paragouvernemental traitant des questions de sécurité.

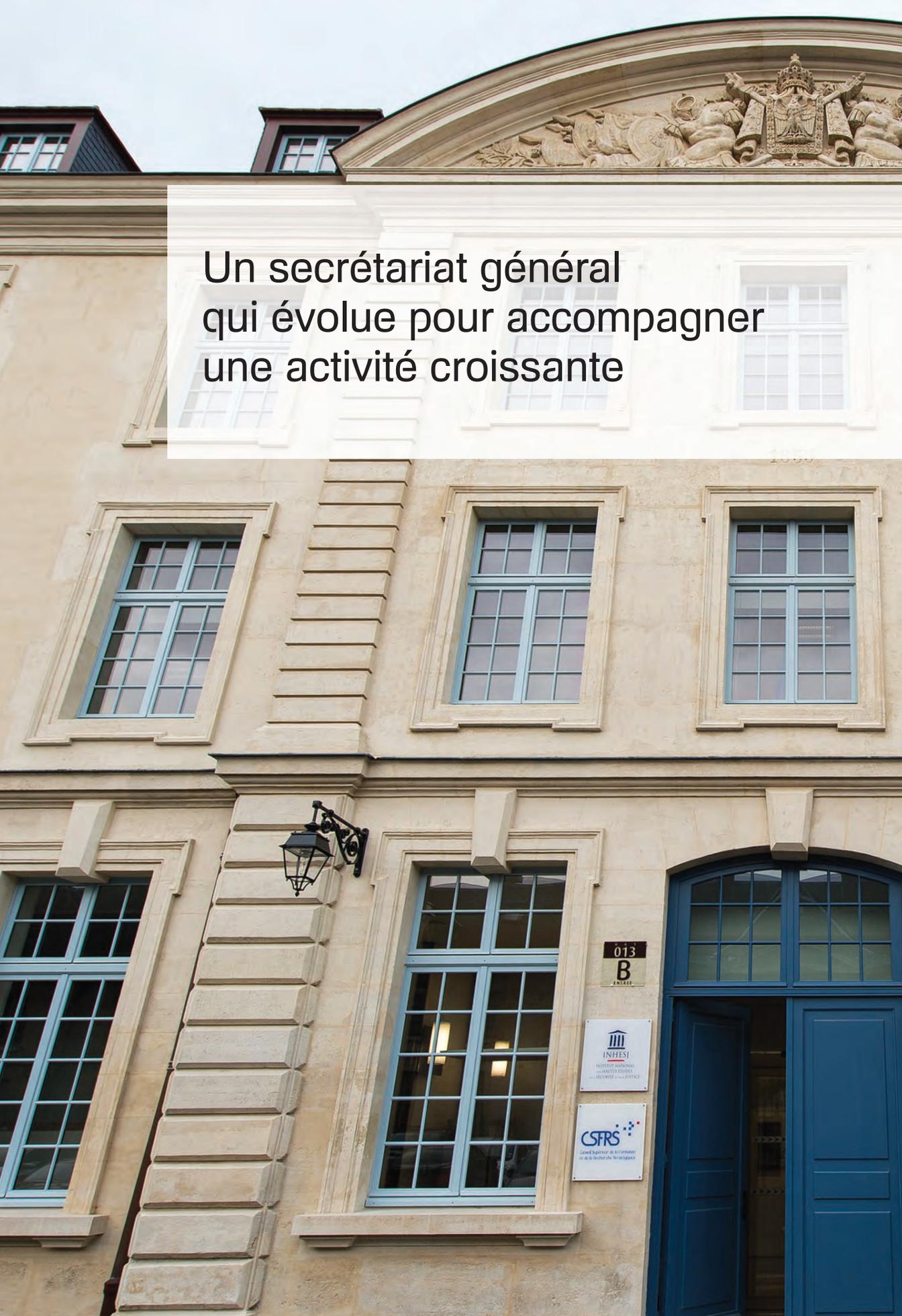
Le réseau Francopol

En 2018, la directrice de l'INHESJ a été élue **vice-présidente de Francopol**.

Cette association, dont l'INHESJ est membre fondateur depuis 2008, rassemble des services et écoles de police de plusieurs États et ambitionne d'être « un lieu d'échange, de collaboration et de diffusion [de connaissances] afin de faire progresser les pratiques policières et la formation. » Les pays membres sont principalement francophones (Belgique, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Côte d'Ivoire, France, Guinée, Luxembourg, Mali) même si d'autres se sont joints à l'association (Espagne, États-Unis).

La philosophie qui préside à l'activité de cette association recoupe les missions de l'Institut : coopération pour le développement d'une police au service de l'État de droit, réflexion et initiatives en direction de la communauté policière des États membres. Ce renforcement du partenariat doit ouvrir la voie à des partenariats entre l'Institut et les organismes francophones comparables au sein des différents États membres.





Un secrétariat général
qui évolue pour accompagner
une activité croissante

013
B
ENTRÉE





Locaux de l'INHESJ à l'École militaire

Le secrétariat général renforcé p.44

Une méthode innovante
d'administration de proximité p.45

Un modèle économique dynamique p.47



Le rapport d'activité 2018 comporte un quatrième chapitre, en miroir du quatrième axe du plan stratégique 2018-2021 de l'Institut : « Assurer le plein déploiement du projet stratégique de l'INHESJ en consolidant son administration générale et en dynamisant son modèle économique ».

Le secrétariat général renforcé

Positionné directement auprès de la directrice de l'Institut, comme en témoigne le nouvel organigramme, le secrétariat général est doté d'une équipe renforcée depuis le second semestre 2018. Il a désormais pour mission transversale d'accompagner et de consolider, au quotidien, la politique de ressources humaines des directions, la gestion tout au long de l'année des recettes et dépenses générées par chaque département, et la programmation et l'organisation logistique de toutes leurs activités.

Les missions d'appui et de programmation de l'activité

En 2018, la forte croissance des activités de l'Institut s'est directement répercutée sur le plan de charge du Secrétariat général, dans tous ses secteurs d'activité : gestion administrative des conventions, organisation logistique des sessions de formation et des évènements,

administration des équipements individuels et collectifs, traitement des recettes et dépenses, et gestion des ressources humaines.

Un renouvellement des équipes

Ce programme de travail ambitieux fait de la modernisation de l'administration de l'Institut un axe stratégique à part entière dans le cadre de son plan d'action 2018-2021. Il exige une administration moderne de ses finances et de ses ressources humaines et s'appuie, en 2018, sur un renouvellement de l'équipe à plus de 38%, soit 8 agents sur les 21 agents recrutés.

Une secrétaire générale et une cheffe de bureau expérimentées ont été recrutées pour accompagner la mise aux normes des procédures, notamment budgétaires, de l'établissement. Cependant, le schéma d'emploi contraint à 64 ETP ne permet pas de recruter un nombre suffisant de titulaires pour assurer la gestion pérenne des dossiers. Au sein du secrétariat général, 1/3 des agents sur 21 sont engagés dans le cadre de contrats courts. Malgré des efforts pour mieux répartir l'activité sur l'année, les équipes sont en tension quasi permanente. Le renforcement des effectifs est indispensable au regard des attentes des pouvoirs publics envers l'Institut.

Un assouplissement du schéma d'emploi a été favorablement évoqué en conseil d'administration en mars et novembre 2018. Sa mise en œuvre dépend d'une meilleure planification de la masse salariale, ce que l'investissement consenti par l'INHESJ dans ses logiciels de gestion des ressources humaines, fin 2018, devrait permettre en 2019.

Un cadre et des outils budgétaires modernisés

Les nouvelles obligations de l'Institut en matière de gestion budgétaire et comptable (décret relatif à la gestion budgétaire et comptable publique n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 et arrêtés

de 2015 et 2016) ont entraîné une réforme importante pour l'opérateur. Sur le plan financier, elles ont nécessité une évolution forte de la culture interne vers plus de rigueur et une recherche d'optimisation de la dépense. Un effort particulier est donc en cours dans la consolidation de ce bureau. Concernant la gestion des ressources humaines la mise en œuvre du prélèvement à la source et l'évolution des solutions logicielles ont particulièrement augmenté la charge de travail du bureau des finances et des ressources humaines au second semestre.

L'harmonisation et la dématérialisation des procédures administratives, financières et comptables internes ont progressé au second semestre 2018. L'agence comptable unique, créée le 1^{er} janvier 2016 (décret n° 2015-1213 du 1^{er} octobre 2015) au sein de l'Institut a donné lieu à la création de fiches de procédures en matière d'inventaire tant physique que comptable. L'embauche mutualisée avec l'IHEDN de chargés de mission a permis d'avancer conjointement en 2018 sur sur la thématique l'apurement de l'inventaire de chaque Institut.

La mise en place d'un service facturier commun, au programme de 2018, a dû être différée en raison d'importants mouvements de l'équipe administrative et financière de l'INHESJ et de plusieurs vacances de poste. Sa préfiguration sera évaluée au 1^{er} semestre 2019

Une méthode innovante d'administration de proximité

Un travail important de consolidation de l'organisation administrative de l'Institut reste nécessaire pour lui permettre de tenir les engagements pris dans son projet stratégique. Le service informatique correspond au second axe de mutualisation avec l'IHEDN, après celui de l'agence comptable. Il démontre qu'un service de proximité, au plus proche des agents et des auditeurs est essentiel au bon fonctionnement de l'Institut. Il en est de même



+ 40%
de conventions
(500 dossiers contre
360 en 2017)



+ 34%
depuis 2017



12 serveurs
10 plateformes web
1 plateau de crise
de **50** machines
150 ordinateurs
100 téléphones



33%
de renouvellement du
personnel en 2 ans :
21 départs et **19** arrivées
depuis 2017

pour la construction d'une chaîne performante du suivi des dossiers administratifs, tant du côté des relations commerciales avec les partenaires publics et privés financeurs, que dans la gestion régulière des dépenses et recettes à ordonner.

Le modèle de l'administration intégrée

L'intégration des réseaux et serveurs informatique entre l'INHESJ et l'IHEDN s'est appuyée depuis 2011 sur plusieurs audits et une assistance à maîtrise d'ouvrage. Cette démarche a permis la formalisation d'un schéma directeur commun et la mise en place d'une architecture en réseau et d'infrastructures communes. Sont ainsi partagés depuis 2015 : les serveurs et serveurs virtuels, les stockages complémentaires, l'accès internet très haut débit (fibre optique), les pare-feux, les lignes SDSL de messagerie, l'accès au réseau ADER.

Après s'être concentré, en 2017 et 2018, sur la réduction des coûts de fonctionnement liés à Internet, tout en augmentant le confort et la sécurité, le responsable des services informatiques de l'INHESJ a poursuivi cet effort de rationalisation et de modernisation des solutions déployées au sein de l'Institut en les documentant. L'étude des conditions d'amélioration de sécurité et d'administration concernant la plateforme de virtualisation de serveurs, mutualisée avec l'IHEDN, a été réalisée au dernier trimestre 2018. Elle préfigure des évolutions importantes pour 2019.

Au quotidien, un appui technique au personnel, aux intervenants et aux auditeurs de l'Institut est essentiel pour assurer la qualité de nos services. C'est la raison pour laquelle deux apprentis et un technicien ont été recrutés cette année, au côté du responsable de la cellule systèmes et réseaux d'information et de communication.

Un développement des compétences administratives de l'ensemble des agents

L'intégration de départements avec des cultures professionnelles et des types d'expertises très différents, au sein d'un Institut, dépend du respect ,

de la compréhension et du partage de procédures administratives communes. C'est la raison pour laquelle, d'une part, un réseau de correspondants administratifs a été maintenu en 2018 au cœur de chaque département, et d'autre part, des experts de plusieurs départements ont été encouragés, et accompagnés dans le cadre de la loi Sauvadet, à intégrer le cadre de la fonction publique en devenant fonctionnaire d'Etat.

Après l'adoption du plan stratégique 2018/2021, un contrat d'objectifs et de performance a été conclu entre la direction de l'Institut et sa tutelle, le secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale. Il permet de piloter, de suivre et d'évaluer la mise en œuvre du plan stratégique et participe à une évaluation partagée de l'activité de l'Institut.

Il repose sur les axes stratégiques et les actions du plan et comprend 41 indicateurs, dont les principaux s'inscrivent dans la continuité des précédents pour permettre un suivi sur le temps long, de l'évolution du nombre d'auditeurs et de stagiaires, de l'écho de l'Institut sur les réseaux sociaux et la consultation de son site internet, la part des recettes propres ou des crédits redéployés au profit d'actions nouvelles à partir d'une rationalisation de l'exécution budgétaire. 23 objectifs sur 41 sont d'ores et déjà atteints en 2018.

Un dialogue de gestion continu

Un premier diagnostic interne des finances, réalisé entre septembre et décembre par la nouvelle direction du secrétariat général, fait émerger une part trop importante de recettes non encaissées ces dernières années et un besoin d'identifier et de chiffrer de façon correcte l'ensemble des actes de gestion.

La cartographie des risques et le plan d'action votés au conseil d'administration du mois de novembre identifient cinq pistes d'amélioration afin de consolider l'ensemble de l'activité de l'Institut, dont la nécessité d'un dialogue de gestion continu, en appui aux départements, la mise en place d'une comptabilité analytique (notamment grâce à des formations et un travail

sur les coûts) et surtout la mise en place du contrôle interne supposant la réalisation d'un audit au cours du premier trimestre 2019.

Un modèle économique dynamique

Dynamiser le modèle économique de l'Institut constitue un axe important de son plan stratégique. Il repose sur sa capacité à générer un niveau croissant de ressources propres, en développant sa capacité de recours aux financements du secteur privé.

Un investissement au service de la performance et de la qualité de vie au travail

Des dépenses d'investissement importantes en 2018, soit près de 150 000€, ont été consacrées au renouvellement et au renforcement du matériel informatique, notamment de celui équipant les salles de formation et du service informatique. Elles ont aussi permis le lancement de projets comme le télétravail pour lequel l'accès VPN à notre réseau a été mis en place et 15 machines dédiées paramétrées pour une expérimentation au premier trimestre 2019.

Cette démarche s'est traduite par un dialogue social renouvelé et a abouti à l'établissement d'un guide pour les managers et les usagers.



Télétravail

15 machines dédiées paramétrées pour une expérimentation au premier trimestre 2019.

Une attention particulière a été également accordée à la formation des agents de l'Institut avec un doublement du nombre de jours de formation ces deux dernières années. Plus de 50% des agents de l'Institut en ont bénéficié. Ces actions de formation et la meilleure visibilité de l'Institut auprès de ses partenaires a permis une mobilité ascendante de 14 agents entre 2017 et 2018.

Un niveau consolidé de ressources propres

Un effort important a été déployé par les départements pour obtenir des ressources pluriannuelles permettant d'améliorer la prévisibilité des moyens disponibles. La volonté de l'INHESJ de s'ouvrir plus encore au secteur privé s'est concrétisée par un nombre croissant d'auditeurs et de stagiaires qui en sont issus (35% des auditeurs de la sessions nationale « sécurité et justice », 74% de celle « protection des entreprises et intelligence économique ») ainsi que par des partenariats.

Le montant des prévisions de recettes était de 8 014 923€ au budget initial, dont 1 890 308€ de ressources propres. Dans le cadre du projet de budget rectifié 2018, cette prévision a été revue à la hausse par l'ajout de 84 903€ de recettes propres fléchées portant le montant à 1 975 211€.

L'objectif de régularité dans le traitement de l'ordonnancement sera maintenu et suivi de manière prioritaire avec une analyse plus soutenue accordée aux rejets comptables en partenariat avec le groupement comptable.

La création d'un fonds de dotation

Le dernier trimestre 2018 a permis de consolider juridiquement le projet d'un fonds de dotation adossé à l'INHESJ. Celui-ci n'aura pas vocation à se substituer aux ressources de l'Institut mais à doter l'Institut d'une structure permettant de financer des projets ou des infrastructures

nouveaux et multipartenariaux, contribuant à la production et la diffusion de la recherche en matière de sécurité et de justice.

Le Fonds de dotation de l'INHESJ sera destiné à percevoir des dons dédiés au développement dans les domaines de la formation, des études, de la recherche, de la veille et de l'analyse stratégique en matière de cybersécurité, de sécurité intérieure, sanitaire, environnementale et économique ainsi que dans ceux intéressant la justice et les questions juridiques. Il financera, dans ces domaines, les projets d'intérêt général portés par l'INHESJ ou tout autre organisme reconnu d'intérêt général.

Trois axes sont aujourd'hui définis pour porter cet objectif d'excellence scientifique et d'innovation en matière de sécurité et justice :

1. Le soutien à la recherche de prévention et de gestion de crises économiques et sociales, sur des thèmes de prospective permettant d'éclairer les décisions des responsables publics et privés, en collaboration avec le CNRS, avec le financement de la jeune recherche.
2. Le développement de « fab labs », ateliers d'experts publics et privés spécialistes des questions numérique, économique, environnementale et sanitaire, partageant et produisant des méthodes et outils de protection juridique des états, collectivités territoriales et des entreprises, de cartographie des risques, de gestion de crises, de stratégies de sécurité, de normes et de « compliance ».
3. La valorisation et la diffusion des connaissances, d'une part grâce à une revue pluridisciplinaire qui viendra alimenter le champ de la recherche et du partage d'expériences nationales et internationales, d'autre part, par l'organisation de colloques et d'évènements permettant de diffuser ces savoirs auprès d'un large public.

La création du fonds est programmée dès la dotation initiale recueillie, en 2019.



Les indicateurs

Qualité des formations p.50

Ressources humaines p.51

Données budgétaires p.52



Qualité des Formations



Journées stagiaires : 14 043 (+ 17%)

	Département <i>Sécurité et justice</i>	Département <i>Intelligence et sécurité économiques</i>	Département <i>Risques et crises</i>
Nombre de journées stagiaires	5494	2357	6192



Auditeurs et stagiaires formés en 2018 : 2933 (+ 33%)

	Département <i>Sécurité et justice</i>	Département <i>Intelligence et sécurité économique</i>	Département <i>Risques et crises</i>
Nombre de personnes formées	490	216	2227
Pour mémoire données 2017	439	152	1610



La satisfaction des auditeurs et stagiaires

Sessions nationales





Ressources humaines

	Effectif 2018 - Personnes physiques								
	A+	A	B	C	O	SO	Total	H	F
Agents titulaires	2	12	6	6			26	12	14
Agents non titulaires CDI	2	3	1				6	3	3
Agents non titulaires CDD	1	22	6				29	13	16
MAD-C					5	2	7	6	1
Contractuel hors plafond d'emploi		1					1		1
MAD-G	4	1					5	2	3
Apprentis		2	2				4	2	2
Total sous plafond d'emploi							65	32	33
Total hors plafond d'emploi							8	4	4
Total MADG							5	2	3
Effectif total							78	38	40



	Niveau de qualification			
	A+	A	B	C
Fonctionnaires	6	18	8	6
Contractuels	3	26	7	
Total	9	44	15	6

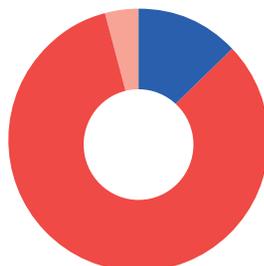
Fonctionnaires	
Services du Premier ministre	8
Ministère de l'Intérieur (administratifs)	5
Policiers	3
Gendarmes	7
Ministère de la Justice	3
Ministère de l'Économie et des Finances	1
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	2
Insee	1
Assistance Publique Hôpitaux de Paris	1
Pompier	1
Fonction publique territoriale	1
Ministère l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	5
Sous-total	38
Contractuels	
CDI	6
CDD	30
Sous-total	36
Apprentis	4
Sous-total	4
Total	78



Données budgétaires

RECETTES		DÉPENSES							
Subvention pour charges de service public		Dépenses en autorisation d'engagement du compte financier 2018							
	2018	6 124 615 €	Personnel						
	2017	6 090 825							
	2016	6 136 118	<table border="0"> <tr> <td>2018</td> <td>5 159 861 €</td> </tr> <tr> <td>2017</td> <td>4 968 682</td> </tr> <tr> <td>2016</td> <td>4 894 860</td> </tr> </table>	2018	5 159 861 €	2017	4 968 682	2016	4 894 860
2018	5 159 861 €								
2017	4 968 682								
2016	4 894 860								
Ressources propres		Fonctionnement							
	2018	1 801 114 €							
	2017	1 342 536	<table border="0"> <tr> <td>2018</td> <td>2 791 192 €</td> </tr> <tr> <td>2017</td> <td>2 511 285</td> </tr> <tr> <td>2016</td> <td>2 637 207</td> </tr> </table>	2018	2 791 192 €	2017	2 511 285	2016	2 637 207
	2018	2 791 192 €							
2017	2 511 285								
2016	2 637 207								
2016	1 535 483	Investissement							
									
			<table border="0"> <tr> <td>2018</td> <td>132 498 €</td> </tr> <tr> <td>2017</td> <td>213 383</td> </tr> <tr> <td>2016</td> <td>760 546</td> </tr> </table>	2018	132 498 €	2017	213 383	2016	760 546
2018	132 498 €								
2017	213 383								
2016	760 546								

		Ressources propres liées aux prestations offertes		
		Montant	% RP	Total
2018	Etudes et recherches	231 476 €	13%	1 801 114 €
	Formations	1 511 376 €	84%	
	Administration	58 262 €	3%	



- Formations 84%
- Études et recherches 13%
- Administration 3%



Organigramme

Président du Conseil d'administration
 Thierry LELEU
 Préfet, Conseiller d'État (SE)

Président du Comité scientifique
 Christian VIGOUROUX
 – Conseiller d'État

Agence comptable

Directrice de l'INHESJ
 Magistrate
 Hélène CAZAUX-CHARLES

Secrétaire générale
 Emmanuelle LATOUR

Secrétariat général

Bureau Soutien	Bureau Finances et ressources humaines	Bureau Informatique
Hélène FABRE	Chantal NAVARRO	Christophe MERCIER

Directrice Adjointe
 Valérie MALDONADO
 Commissaire divisionnaire

Direction Formations

Chargé de mission administration pénitentiaire

Département «Sécurité et Justice» Célia BOBET	Département «Intelligence économique» Angélique LAFONT	Département «Risques et Crises» Axel SIRVEN
--	---	--

Sous-Directeur
 Marc ANTOINE

Direction Relations publiques et prospective

Communication et Evénements Simon NATAF Clément TENDILL	Enseignement à distance Georges SAUNIER
Publications et Infographie Manuel PALACIO	Relations internationales Valérie LAWSON

Directeur Adjoint
 Frédéric DESAUNETTES
 Magistrat

Direction Études et recherche

Département «Études et recherches» Nacer LALAM	Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) Christophe SOULLEZ
---	---

COSPRAD

Conseil d'orientation de l'ONDRP



Partenaires

Académie du renseignement
Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC)
Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
Alliance thématique nationale des sciences humaines et sociales (ATHENA)
Assemblée des départements de France (ADF)
Association des maires de l'Île-de-France (AMIF)
Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP)
Center for the study of democracy, Bulgarie
Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
Centre inter-entreprises de l'expatriation (Cindex)
Centre national de la recherche scientifique (CNRS)
Centres ressources pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles (CRIAVS)
Cercle Magellan
Civipol
Club de la sécurité de l'information français (Clusif)
Club des directeurs de sécurité et de sûreté des entreprises (CDSE)
Club informatique des grandes entreprises françaises (Cigref)
Collège des hautes études en médecine (CHEM)
Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR)
Commandement Terre pour le territoire national (COM TN)
Commission européenne
Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)
Conseil des industries de la confiance et de la sécurité (CICS)
Conseil national pour la prévention de la délinquance, Suède
Conseil régional d'Île-de-France
Conseil scientifique sur les processus de radicalisation (COSPRAD)
Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques (CSFRS)
Conservatoire national des arts et métiers (le Cnam)

Datagora

Défenseur des droits

Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah)

Délégation interministérielle d'aide aux victimes (DIAV)

Direction centrale de la police judiciaire

Direction centrale de la sécurité publique

Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD)

Direction de la coopération internationale (DCI)

Direction de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ)

Direction de l'administration pénitentiaire (DAP)

Direction des affaires civiles et du sceau (DACS)

Direction des affaires criminelles et des grâces (DACG)

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN)

Direction générale de la police nationale (DGPN)

Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE)

Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI)

Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)

Direction générale des entreprises (DGE)

Direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC)

École nationale de la magistrature (ENM)

École nationale de l'administration (ENA)

Fédération française des centres ressources pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles (FFCRIAVS)

Fondation maison des sciences de l'Homme (FMSH)

Groupement des industries de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres (GICAT)

Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM)

Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN)

Institut des hautes études pour la science et la technologie (IHEST)

Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria)

Institut national de recherche sur la politique juridique, Finlande

Institut royal de technologie de Stockholm (KTH), Suède

Institut supérieur de la magistrature, Maroc

John Jay College of Criminal Justice, États-Unis

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Ministère de l'Économie et des Finances

Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Ministère de l'Intérieur

Ministère de la Justice

Ministère des Armées

Ministère des Solidarités et de la Santé

Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA)

Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF)

Observatoire français des drogues et de la toxicomanie (OFDT)

Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCRTEH)

Préfecture de police de Paris

Réseau des écoles de service public (RESP)

Sciences Po Paris

Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN)

Service de santé des armées

Service d'information du gouvernement (SIG)

Société française de psychologie

Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins (Trafcfin)

Transit crime research network (coordonné par Vania Ceccato, KTH), Suède

Tribunal de grande instance de Bobigny

Tribunal de grande instance de Fontainebleau

Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT)

Université de Californie à Los Angeles (UCLA), États-Unis

Université de Gand, Belgique

Université de Leyde, Pays-Bas

Université de Nottinghamman, Royaume-Uni

Université de Reims

Université de Trento, Italie

Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines

Université Grenoble Alpes

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis

Université Paris-Est Marne-la-Vallée

Université Paris-Sud Paris Saclay

University of Helsinki, Finlande

Édité par l'Institut national des hautes études de la sécurité
et de la justice (INHESJ)

Directrice de publication :
Hélène Cazaux-Charles

Conception et réalisation :
bureau infographie

Crédits photos :
INHESJ (p. 6, 7, 10, 11, 12, 13, 16, 18, 19, 20, 22, 37, 41,
42, 44, 45), Gendarmerie nationale (p.8),
unplash.com (@martinadams p.20, 21 ;
@ShifaazShamoon p.23 ; @rawpixel p.46), Nicolas Fagot
(p.30, 31), Pierre-Emmanuel Proux (p.32), Francopol (p.42).

Mars 2019



Institut national des hautes études
de la sécurité et de la justice

École Militaire - 1 place Joffre - Case 39
75700 PARIS 07 SP

Tél. : +33(0)1 76 64 89 00



www.inhesj.fr